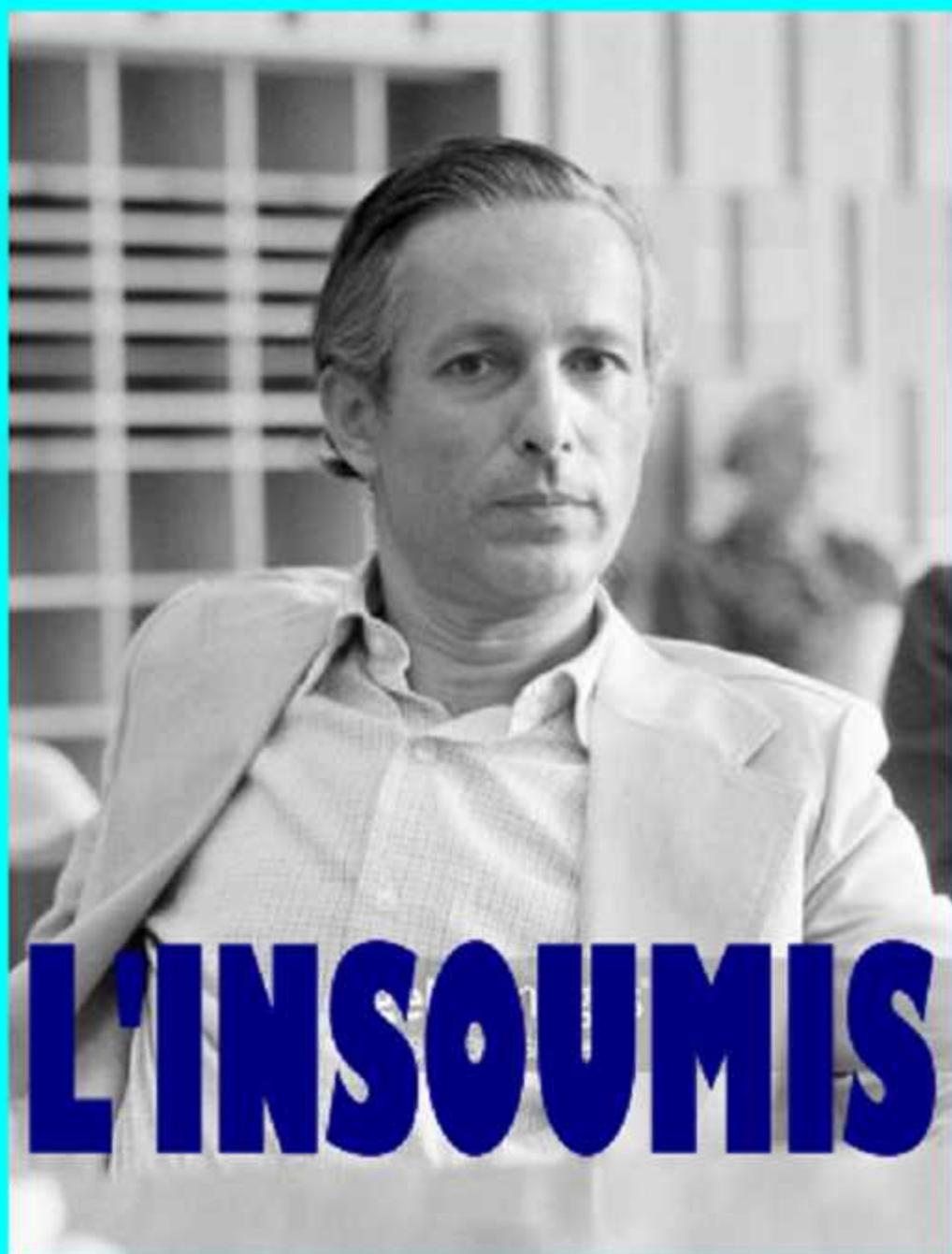


Diffusé par

 Dialogue 

ANGLES d' *attac*
DÉCEMBRE 2018

Samir AMIN



S

amir Amin est né au Caire –en 1931– d'une mère française et d'un père égyptien, tous deux médecins. Il passe son enfance et son adolescence à Port-Saïd, y suit les cours du lycée français et obtient son baccalauréat. De 1947 à 1957, il étudie à Paris où il passe avec succès un second baccalauréat –option : «Mathématiques élémentaires»– au lycée *Henri IV* ; puis, il décroche un diplôme de sciences politiques (1952) avant son diplôme en statistique (1956) et en économie (1957). Il devient professeur agrégé en sciences économiques. Dans son autobiographie *Itinéraire intellectuel* (1990), il écrit : «*Afin de passer un temps substantiel dans des "actions militantes", je ne pouvais consacrer qu'un minimum de travail à la préparation de mes examens universitaires*»... Par la suite, il enseigne plusieurs années à l'université *Cheikh Anta Diop* de Dakar.

À son arrivée à Paris, Samir Amin –16 ans– rejoint le Parti communiste français. Au début des années 60, il se distancie toutefois du communisme soviétique. Il est alors un militant de la nouvelle gauche, proche des courants maoïstes et tiers-mondistes.

HÉTÉRODOXE. Dans ses réflexions d'économiste hétérodoxe, l'un de ses apports majeurs est celui du «*développement inégal*» différenciant les centres du capitalisme –où l'appareil de production s'est développé, où le prolétariat peut accéder au statut de «classe moyenne» consommatrice– et leurs périphéries : là, sont produites ou extraites les matières premières transformées et valorisées dans les centres ; là, le prolétariat ne peut accéder à l'autonomie matérielle. Théoricien principal de l'altermondialisme, il préconise une manière de «développementisme marxiste» comme prolongement au tiers-mondisme de ses années maoïstes.

Apport moins connu : sa grille de lecture en fait un historien des «formes précapitalistes» de la Chine et des pays colonisés (notamment africains).

Sa compréhension de l'Histoire, à l'aune du mode de production, fait également de Samir Amin un analyste critique de la géopolitique postérieure à la dissolution de l'Union soviétique et des manipulations ethniques, nationales et religieuses consécutives à 1989. Auteur prolifique, connu dans le monde entier, Amin est décédé le 12 août 2018 à Paris des suites d'une grave maladie. Il avait 87 ans.

UN MARXISTE 2.0

Amin aurait pu être un intellectuel choyé par ceux qui détiennent les pouvoirs. Il a choisi de ne pas l'être et a préféré dénoncer, de manière opiniâtre, l'occidentalo-centrisme.

Car cet « engagé » a toujours cherché à se définir d'abord comme un « marxiste du Sud ». Un point de vue du Sud, ce n'est pas seulement un changement de perspective, c'est un autre point de vue du monde ; c'est partir du coin aveugle pour éclairer et rendre visible l'ensemble. Le rapport entre le marxisme et le Tiers-Monde se révèle particulièrement fécond. Il confirme le caractère universel du marxisme, dans ses catégories d'analyse, en tant que méthode d'approche fondamentale pour la compréhension des sociétés et de leur transformation. Il permet aussi d'enrichir l'approche marxiste, de l'élargir et de la compléter ; de montrer aussi la nécessité, et la possibilité, de la faire évoluer en profondeur pour tenir compte des situations nouvelles.

Samir Amin a mêlé, dans son œuvre, « une économie politique de la décolonisation » avec « la critique de l'économie politique de la mondialisation ».

Son approche du capitalisme périphérique et dépendant prend toute sa profondeur quand on l'inscrit dans l'analyse de l'accumulation mondiale du capital, et dans la recherche de son dépassement.

Or dès la fin des années 70, la perspective va changer. La reprise en main par les puissances dominantes – à travers la crise de la dette et les conflits militaires, l'évolution du bloc soviétique et l'échec des régimes issus des luttes de libération – va ouvrir la crise de la décolonisation. Samir Amin n'abandonnera pas pour autant sa réflexion sur le socialisme, mais il mettra désormais plus l'accent sur la critique du système dominant, sur l'économie politique du capitalisme mondialisé.

PENSÉE NOVATRICE. *L'accumulation à l'échelle mondiale*, touffu, dense, est un véritable pavé, au sens subversif du terme. Il embrasse la complexité d'une évolution complexe. Il mêle une théorie novatrice à une critique virulente. Il amorce plusieurs directions fécondes. Il annonce déjà le saut qualitatif dans la mondialisation. On peut le considérer comme la première approche d'une critique de la mondialisation. Il rappelle aussi la nécessité de situer, dans la longue période, la nouvelle démarche d'analyse du capitalisme qui sera illustrée par André Gunder Frank et qui trouvera son épanouissement avec Fernand Braudel et Immanuel Wallerstein ●●●



••• *Le développement inégal* reste un des livres les plus forts. Les premiers chapitres sont une introduction magistrale à l'analyse des sociétés. Samir Amin y fait la preuve de son esprit de synthèse et de son acuité. L'analyse des formations sociales successives dresse, en quelques pages, une impressionnante fresque de l'Histoire du monde et de l'histoire de ses théories. Il s'agit d'une présentation à la fois épurée et complétée de l'analyse marxiste. Elle prend sa force dans la vision de l'ensemble du monde, avec l'accent mis sur les civilisations qui l'ont constitué et que la décolonisation a rendu visibles. Elle permet de rendre compte du débat politique qui va s'engager sur la non-linéarité relative de la succession des modes de production. Ce débat ouvert à partir de la polémique sur le passage soi-disant «obligé» par le capitalisme va prendre tout son retentissement avec l'évolution de la révolution chinoise.

SYSTÉMATISATION. Les chapitres sur l'analyse des modes de production capitalistes proposent aussi une systématisation brillante. Citons notamment les gradations dans l'expansion de la forme «marchandise» au capital, au travail, à la monnaie, aux équipements et à l'ensemble du produit social. Ainsi, l'analyse du rapport entre «centre» et «périphérie» s'appuie sur l'inégal développement et sur sa reproduction –annonçant la théorie du capitalisme périphérique en tant que capitalisme dépendant. A partir de cette analyse fondamentale, les apports théoriques vont s'approfondir dans deux directions : la transition au socialisme et la crise de l'impérialisme.

La crise de l'impérialisme est ouverte par la décolonisation, même si cette dernière n'aura été qu'un processus inachevé. Mais, une crise ne préjuge pas d'une issue favorable. Et il ne faut pas sous-estimer la capacité à rebondir du capitalisme et de l'impérialisme ; il faut donc faire la part du nouveau et de la permanence des structures du mode de production. La force du marxisme, comme approche, est justement de pouvoir prendre en compte les différentes instances, de ne pas séparer l'économique du politique et de l'idéologique. Et, par là-même, de lier l'économie et la sociologie, le politique et le militaire, le symbolique et le scientifique.

Samir Amin est conscient de la nécessité de mobiliser toutes les connaissances pour comprendre la réalité, mais aussi de rapporter les nouvelles propositions et recherches théoriques à la nécessité soulignée par Marx de «comprendre le monde pour le transformer» et non pour le contempler ou pour le justifier.



La production critique de Samir Amin est continue. Il est prompt à se mobiliser contre tous les nouveaux avatars des théoriciens du capitalisme, de Milton Friedman et l'École de Chicago à la cascade de modernisateurs de la Banque mondiale. Il est à l'écoute de toutes les approches récentes, de toutes les reformulations mais toujours vigilant aux effets de mode. De cette critique constante et sans concessions se dégagent continuellement des éclairages renouvelés, des morceaux de théories nouvelles, des préfaces et des articles dans des livres collectifs, des contributions à des séminaires et des Colloques. Cette présence continue dans le débat mondial, sur tant de fronts, donne cette image d'explosions d'idées et de dispersion, d'ancrage à des références et de fidélité à une pensée qui trouve ses sources dans le marxisme.

Samir Amin a, de cette façon, construit patiemment une critique de l'économie politique arrivée au stade de la mondialisation. Son approche, explicitée dès 1975 et affinée régulièrement, reste toujours pertinente. Elle s'organise autour de quelques grandes hypothèses : nous vivons une crise structurelle de l'impérialisme qui s'inscrit dans la série des trois dernières grandes failles (celles de 1815-40, de 1850-70, de 1914-18) ; il faut tenir compte des caractéristiques de cette crise, des capacités et des tendances naturelles du système à la surmonter ; l'économie mondiale s'organise, en son centre, autour de grands monopoles dans quelques secteurs-clés –notamment dans les domaines de l'énergie, de l'informatique, des télécommunications, des armements ; la périphérie joue un rôle essentiel comme le montre notamment la persistance des problèmes liés à l'énergie et aux matières premières ; l'échec du soviétisme et la recrudescence des mouvements sociaux sont à la base du renouveau du marxisme et de l'actualité du socialisme...

Cette approche théorique, conçue comme un combat constant, s'est prolongée dans une réflexion sur la stratégie de transformation sociale dans trois domaines : la question du développement, la question des Etats, la question des alliances sociales et politiques.

DÉVELOPPEMENTS. Samir Amin est probablement l'économiste qui a abordé, avec le plus de pertinence et le plus d'ampleur, la question du développement. Il accumule des connaissances et des analyses à partir de ses interventions et de son implication dans tous les débats sur le sujet. Il travaille sur la planification indienne par exemple, ou sur la comptabilité nationale au Mali... Il appuie sa réflexion sur l'analyse de situations concrètes.

Dans ses premiers livres, il pointe le développement du capitalisme en Côte d'Ivoire qu'il qualifie magistralement, de «*croissance sans développement*»; il étudie le monde des affaires sénégalais ; il analyse l'Afrique de l'Ouest bloquée ; il explore l'histoire économique du Congo. Il organise et anime un nombre inimaginable de programmes de recherches et de séminaires sur tous les domaines liés aux politiques développementistes (agriculture, industries, énergie, éducation, santé...) ●●●

••• Sa pensée, ses thèses ne sont pourtant pas facilement et unanimement appréciées. Son refus d'une approche du développement enfermée dans l'économisme amène les courants académiques, friands de modèles mathématiques, à le citer rapidement sans s'y appesantir. Son marxisme revendiqué sent trop le soufre pour les théoriciens salariés par les grandes institutions internationales qui, à l'instar de *la Banque Mondiale*, ont conquis l'hégémonie. Pour les marxistes orthodoxes, il ne parle pas assez des forces productives et sa pensée est trop libre par rapport aux vérités assénées et répétées. Pour les développementistes, ses critiques sont trop virulentes. Pour les professionnels du développement, son insistance –sur les contraintes externes et sur les faibles latitudes que laissent les mécanismes de domination– est paralysante ; ils considèrent donc ces approches comme trop abstraites par rapport à leurs désirs émouvants de «résultats concrets» sans cesse reportés. Certes, on peut trouver Samir Amin énervant. Il s'entête à camper sur ses positions. Il veut parler de développement depuis le Sud, à partir du Sud. Et il est, dans les pays du Sud, l'économiste le plus connu et le plus reconnu. Il est alors présenté, par certains, comme enfermé dans cette vision australe ; donc, forcément, un peu retardé, un peu dépassé, pas vraiment à la pointe ! D'autant, circonstance aggravante, qu'il a toutes les possibilités de bénéficier de la reconnaissance des «Centres d'excellence» que se veulent être les universités et les centres de recherches du Nord.

Il lui suffirait de le demander et d'arrêter de venir, à tout bout de champ, dans les rencontres du Nord rappeler que la parole du Sud doit être spécifique... Samir Amin a toujours inscrit le développement dans la réflexion sur la transition et dans le débat stratégique. Le socialisme est la perspective de la décolonisation dans la mesure où le développement n'est envisageable que dans quelques cas rares et exceptionnels pour les capitalismes périphériques bridés par la dépendance. Mais, il n'y a là ni fatalité ni évolution mécaniste.

L'option socialiste est un choix politique volontaire pour ceux qui refusent la domination. D'autant que l'externalisation du capitalisme implique de réduire les espoirs nés de la libération du joug colonialiste par une reprise en main souvent sanglante. Malheureusement, il faut bien l'admettre : l'évolution a donné raison à cette analyse que tant d'esprits forts considéraient comme «hors-sujet» et archaïque.

ESPRIT LIBRE. Samir Amin a proposé, il y a très longtemps, le concept de «*soviétisme*» pour éviter que le naufrage des pays de démocratie populaire n'emporte la perspective du socialisme. Mais, l'évolution des pays de l'Est ne l'a jamais amené à rallier le camp occidental et américain –comme tant d'autres qui désormais adorent le veau d'or après l'avoir brûlé. Sa critique du «*soviétisme*» s'est appuyée sur la contestation maoïste de ce modèle et sur l'immense espoir qu'elle avait soulevée.

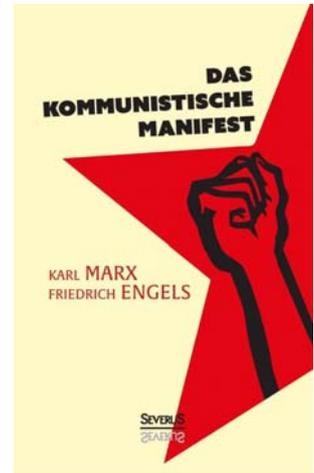




Evidemment, d'aucuns ne se sont pas gênés pour reprocher à Samir Amin de sous-estimer la responsabilité des régimes du Sud, voire de les excuser ou de les absoudre. Cette critique a été portée, très médiatiquement, par les tenants d'un tiers-mondisme «deux-tiers mondain», voire par de nouveaux philosophes qui ont trouvé –dans les régimes dictatoriaux du Sud– le diable dont ils avaient besoin pour croire au Bon Dieu démocratique occidental. Cet apport théorique et stratégique de Samir Amin lui a donné une stature particulière ; il n'est pas compréhensible si on le coupe de son engagement politique. Cet engagement, il l'a concrétisé à tous les niveaux. Certes, il se sentait particulièrement concerné par la situation en Egypte et sa sensibilité était à vif sur la douloureuse question palestinienne. Mais son ancrage permanent dans cette réalité avait élargi ses préoccupations à l'évolution de l'unité arabe, de la situation de l'Afrique, de l'impact stratégique de l'afro-asiatisme, de la place spécifique du Tiers-Monde. Amin était présent dans toutes les grandes mobilisations mondiales et y démontrait combien sa capacité d'indignation, toujours intacte, n'affaiblissait pas l'acuité de ses analyses et la pertinence de ses propositions. Ses analyses étaient radicales parce qu'elles s'attachaient toujours à mettre en lumière les racines des problèmes posés. Ses propositions étaient tranchantes parce qu'elles ne cherchaient pas des aménagements de façade, souvent illusoire, mais parce qu'elles s'inscrivaient dans la volonté de réformes structurelles de long terme et mettaient en évidence l'importance des bouleversements nécessaires si l'on veut vraiment changer le cours des choses.

GÉNÉREUX. Samir Amin a toujours été un producteur d'idées nouvelles. Mais pas un producteur solitaire ; sa pensée était constamment nourrie par celle des autres. Il leur accordait toujours une attention soutenue, dans ses programmes et dans toutes les institutions qu'il a dirigées ; de ces dernières, il avait fait des lieux d'accueil et de formation, des refuges pour ceux qui étaient inquiétés, poursuivis et qui pouvaient venir se ressourcer, se renforcer et traverser les moments difficiles. Il aura su mettre son caractère et son entêtement au service d'un travail collectif, généreux et ouvert. Samir Amin aurait pu être la référence et l'alibi des bourgeoisies d'Etat ; il a choisi de ne jamais l'être ❖

Jean FLINKER
Gustave MASSIAH



MANIFESTE !

par Samir AMIN

À la fin des années 1840, la *Ligue des justes* représente en Europe la principale organisation du mouvement ouvrier. Si son évolution témoigne d'un dépassement des conceptions ouvriéristes des débuts et d'un besoin d'une conception scientifique de la révolution, sa doctrine demeure surtout inspirée par la philosophie allemande et un socialisme abstrait –ne fournissant pas de compréhension solide des structures économiques. En 1846, un *Comité de correspondance communiste* est créé à Bruxelles, notamment par Karl Marx et Friedrich Engels, afin d'établir des liens entre les différents groupes et de propager une conception authentiquement matérialiste de l'Histoire. Lors d'un Congrès tenu en juin 1847, l'ancienne organisation se transforme en *Ligue des communistes* et adopte comme devise la future exhortation finale du *Manifeste*, «*Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !*». À l'issue de ce premier rassemblement, la *Ligue* ne se rallie pas encore entièrement au socialisme scientifique mais encourage la propagation des idées communistes –ce qui tranche avec les pratiques conspiratrices antérieures. Au sortir de l'Assemblée de juin, la *Ligue* diffuse la première esquisse d'une *Profession de foi* qui prend la forme de 22 «questions-réponses». Engels en a rédigé le brouillon, *Principes du communisme*, puis a suggéré à Marx de le remanier (en abandonnant la forme catéchistique initiale) et de donner un nouveau titre au texte, celui de «*Manifeste*». La version finale paraîtra d'abord de manière anonyme en 1848, dans le contexte des mouvements révolutionnaires à Paris. Puis, les deux auteurs en reconnaîtront la paternité dans une réédition de 1872, sous le titre de «*Manifeste communiste*».

aucun texte, écrit au milieu du 19^{ème} siècle, n'est resté aussi pertinent jusqu'à ce jour. Des paragraphes entiers du *Manifeste* répondent à la réalité contemporaine mieux encore qu'en 1848.

Marx et Engels étaient-ils, pour autant, des prophètes inspirés ? Des magiciens capables de lire dans une boule de cristal ? Des êtres exceptionnels par leurs intuitions ? Non. Ils ont seulement mieux compris que quiconque, en leur temps et pour notre temps encore, l'essentiel de ce qui définit et caractérise le capitalisme.

Marx a consacré toute sa vie à approfondir ses analyses par le double examen de la nouvelle économie (à partir du cas anglais) et de la nouvelle politique (à partir de l'exemple français).

L'instrument intellectuel et politique, qualifié par la suite de «marxisme», s'est révélé être le meilleur pour prévoir d'une manière correcte l'évolution historique dans sa filiation générale.

Aucune des tentatives de penser hors du marxisme –et souvent contre lui– n'est parvenu à des résultats comparables. L'erreur de la pensée bourgeoise, en particulier de sa «science économique» (qualifiée par Marx, avec raison, de «*vulgaire*») est magistrale. Parce qu'elle est incapable de comprendre ce qu'est le capitalisme dans sa réalité essentielle ; cette pensée aliénée n'est pas davantage capable de savoir où vont les sociétés thermo-industrielles modernes.

L'avenir sera-t-il forgé par des révolutions socialistes qui mettront un terme à la domination du capital ? Ou bien le capitalisme parviendra-t-il à prolonger ses jours, ouvrant alors la voie à la décadence de la société ?

Marx a proposé une analyse scientifique rigoureuse de ce que le mode de production et la société capitalistes sont, par opposition à ce qu'étaient les sociétés antérieures. Il a expliqué ce que signifie la généralisation de l'échange marchand entre des propriétaires privés : l'émergence de la valeur et du travail social abstrait. A partir de là, Marx nous fait comprendre comment la vente par le prolétaire de sa force de travail à «*l'homme aux écus*» assure la production d'une plus-value (dont s'empare le capitaliste) – ce qui constitue la condition de l'accumulation du capital. Cette dominance de la valeur ne commande pas seulement la reproduction du système économique du capitalisme, elle commande tous les aspects de la vie sociale et politique contemporaine.

LA COUPURE. Au-delà de l'événement singulier que constitue la traversée de l'Atlantique par Colomb, 1492 a amorcé l'érosion de la diversité culturelle dans le monde et mis un terme à deux millénaires d'Histoire de l'humanité. Jusqu'alors, plusieurs grandes aires de civilisation se partageaient le globe ; leur diversité résultait de la dominante de l'instance idéologique dans chacune, permettant de repérer des régions culturelles distinctes : celle du confucianisme (Chine et dépendances), de l'hindouisme, de l'Orient islamique, de la chrétienté médiévale européenne.

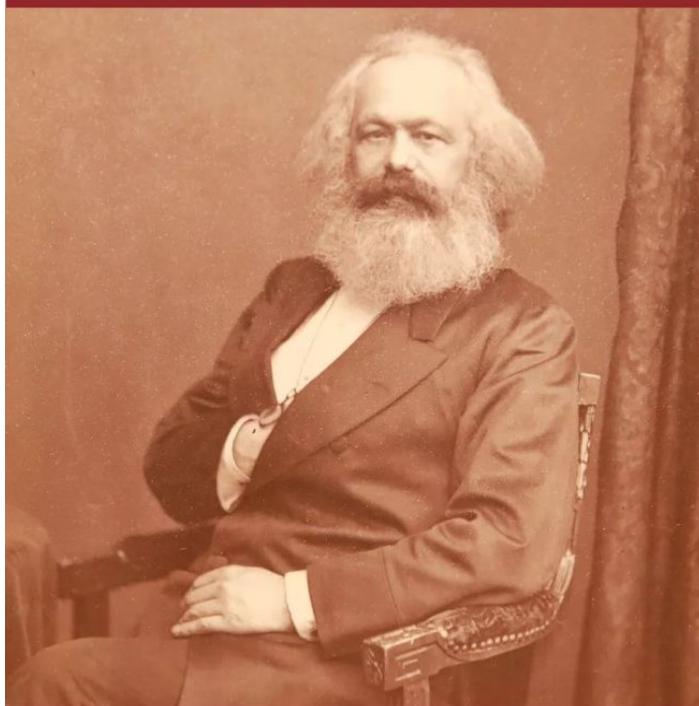
Mais ces civilisations étaient toutes marquées par des caractères fondamentaux analogues que j'ai qualifiés de «*tributaires*». J'entends, par là, l'analogie des modes de production, fondée sur la ponction du surproduit par des moyens transparents au plan économique, légitimés par des idéologies exerçant directement une fonction décisive, dominante, dans la reproduction du système social. Chacune de ces civilisations reposait, en effet, sur une métaphysique qui se proposait de légitimer le pouvoir et l'inégalité sociale à l'échelle d'Etats dépassant l'espace des communautés villageoises et tribales. Bien que pouvant être crédité d'une croissance économique relative, «le mode tributaire» – fondé sur un développement limité des forces productives – n'a cependant engendré que des échanges marchands restreints entre ces diverses aires de civilisation ●●●

真理的力量

The Power of Truth

纪念马克思诞辰200周年主题展览
An Exhibition Marking the Bicentenary
of the Birth of Karl Marx

2018年5月5日-8月5日
南1展厅、南2展厅、南3展厅



... Si l'on peut y montrer des échanges intellectuels importants, on n'y voit pas, en revanche, s'amorcer de division mondiale du travail portant sur les produits essentiels. Cette division sera le fait de l'expansion capitaliste, et d'elle seule, rendue possible par la conquête européenne – qui va soumettre progressivement les diverses régions du monde, tendant à réduire du même coup leurs spécificités culturelles.

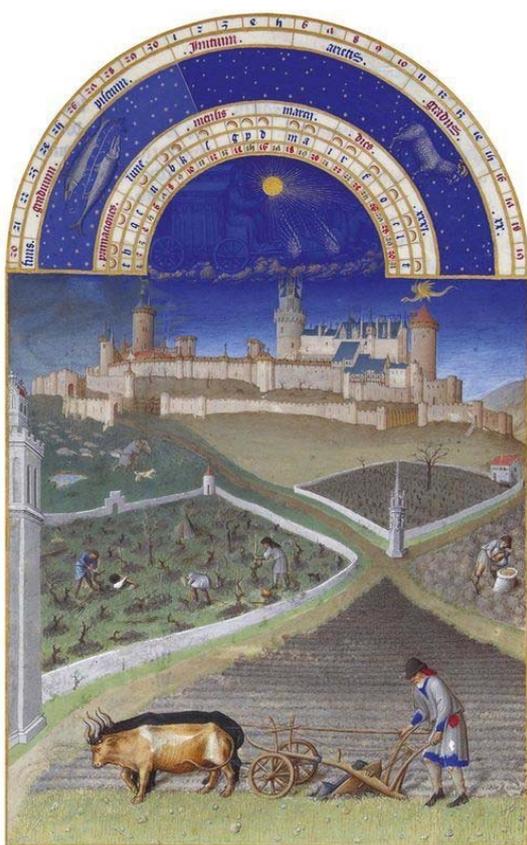
L'Histoire de l'Occident – la construction romaine antique, sa désagrégation, la constitution de l'Europe féodale, enfin la cristallisation des Etats absolutistes de l'époque mercantiliste – traduit, dans ses particularités, cette tendance fondamentale. La construction romaine n'exigeait pas une centralisation tributaire à l'échelle de l'empire. Cette première tentative avortée allait donc être suivie d'un passage forcé par la phase de l'émiettement féodal, à partir duquel devait se reconstituer une centralisation dans le cadre des monarchies absolutistes de l'Occident. Alors seulement le mode de production en Occident approchera le modèle tributaire achevé. C'est d'ailleurs uniquement à partir de ce stade que le niveau de développement des forces productives en Occident atteindra celui du mode tributaire achevé de la Chine impériale, et cette coïncidence n'est sans doute pas fortuite.

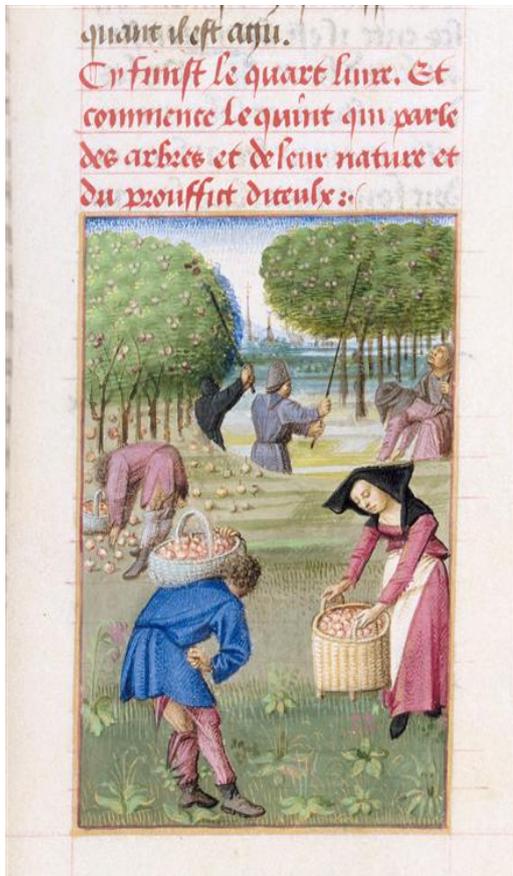
Le retard de l'Occident, qui s'exprime par l'affaiblissement romain et l'émiettement féodal, a constitué en définitive son avantage historique.

C'est, en effet, la combinaison spécifique d'éléments du mode tributaire antique et des modes communautaires barbares qui caractérise le féodalisme et lui a donné sa flexibilité. Celle-ci rend compte de la rapidité avec laquelle l'Europe traverse la phase tributaire achevée, dépassant vite le niveau de développement des forces productives de l'Orient qu'elle venait de rattraper.

COSMOPOLITISME. Marx, plus que quiconque, avait compris que les formes capitalistiques avaient vocation à la conquête du monde. Il l'écrit à une époque où celle-ci était encore loin d'être achevée et fait remonter cette vocation à ses origines, la découverte de l'Amérique qui inaugure la transition des trois siècles mercantilistes au capitalisme achevé. Il précise dans *Le Manifeste*: «*La grande industrie a créé le marché mondial, préparé par la découverte de l'Amérique*». «*Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays [...]. Partout où elle a conquis le pouvoir, elle a foulé aux pieds les relations féodales patriarcales et idylliques. La bourgeoisie a soumis la campagne à la ville et, par-là, elle a préservé une grande partie de la population de l'abrutissement de la vie des champs... De même qu'elle a subordonné les campagnes à la ville, les nations barbares et demi-civilisées aux nations civilisées, elle a subordonné les pays agricoles aux pays industriels, l'Orient à l'Occident...*».

Les choses sont claires : Marx n'a jamais été un passiste, regrettant le bon vieux temps. Il a toujours exprimé des points de vue modernistes, au point de paraître eurocentriste.





Est-il allé trop loin à cet égard. ? L'abrutissement du travail rural n'a-t-il pas été remplacé par un travail urbain non moins abrutissant pour les prolétaires ? Le Marx du *Manifeste* a-t-il mesuré à sa juste mesure les conséquences politiques de la destruction des paysanneries, en Europe même et *a fortiori* dans les pays colonisés ? Le système capitaliste cherche sans cesse à élargir ses possibilités d'accumulation. Karl Marx et Friedrich Engels y voient là un processus inévitable. «*Les antiquités nationales ont été anéanties et continuent à l'être chaque jour. Elles sont évincées par des industries nouvelles, dont l'introduction devient une question de vie ou de mort pour toutes les nations civilisées, des industries qui ne transforment plus des matières premières du pays, mais des matières premières en provenance des zones les plus reculées* La bourgeoisie oblige toutes les nations à faire leur, si elles ne veulent pas disparaître, sa propre façon de produire [...]. Elle a aggloméré la population, centralisé les moyens de production et concentré la propriété en un petit nombre de mains».

POSITIFS. Pour les deux penseurs, ce déploiement comporte des aspects historiquement positifs. Néanmoins, dans d'autres écrits, ils insistent sur l'horreur de ces premiers stades de l'accumulation : la dépossession violente des paysans, la destruction des sociétés conquises (Irlande, Amériques), la traite négrière. Surtout, Marx et Engels ont l'intuition d'un développement inégal des échanges internationaux. L'expansion mondialisée du capitalisme a toujours été polarisante, à chacune des étapes de son déploiement, au sens où elle construit une opposition entre des centres dominants et des périphéries dominées.

La pensée dominante se doit d'ignorer cette réalité : elle promet aux peuples des périphéries un «rattrapage» par les moyens du capitalisme. Selon cette vision, l'impérialisme n'aura été qu'une parenthèse dans l'Histoire, assurant la mondialisation réelle et homogénéisante du modèle capitaliste avancé. Les pays émergents témoigneraient de la possibilité de cette dynamique de développement.

La réalité du capitalisme mondialisé est tout autre. Comprendre la polarisation qu'il impose nécessite la prise en considération des luttes sociales internes aux pays et leur articulation aux conflits majeurs entre nations (centres impérialistes-périphéries en lutte pour leur libération), comme celle des conflits entre les puissances centrales dominantes. Marx s'était proposé de traiter cette question dans deux livres du *Capital* qui n'ont pas été écrits. Pour comprendre les relations de pouvoir au sein de l'espace capitaliste mondialisé, il faut se pencher sur l'articulation déterminante entre le secteur de production des biens de consommation et celui de la production des biens d'équipement. Cette articulation déterminante a caractérisé le développement historique du capitalisme au centre du système (en Europe, en Amérique du Nord et au Japon) ●●●

••• Le modèle de l'accumulation et du développement économique et social à la périphérie du système mondial n'a rigoureusement rien à voir avec celui-ci et demeure jusqu'à ce jour différent.

Voici pourquoi. Sous l'impulsion du centre, il se crée dans la zone périphérique un secteur exportateur qui joue un rôle déterminant dans le façonnement du marché mondial. La raison première de la création de ce secteur exportateur est claire : obtenir de la périphérie des produits qui représentent des éléments constitutifs du capital constant (matières premières) ou du capital variable (produits alimentaires) à des prix inférieurs à ceux qui caractérisaient la production par le centre de produits analogues. Les produits exportés par la périphérie sont intéressants dans la mesure où, à niveau égal de productivité, la rémunération du travail peut être inférieure à ce qu'elle est au centre.

Et elle peut l'être si les sociétés de la périphérie sont soumises par tous les moyens à cette nouvelle fonction : fournir de la main-d'oeuvre bon marché au secteur exportateur. La société (devenue en ce sens dépendante) perd de ce fait son caractère «traditionnel» : ce n'est évidemment pas la fonction des sociétés traditionnelles (c'est-à-dire précapitalistes) que de fournir de la main-d'oeuvre à bon marché au capitalisme !

INÉGAL. C'est là que se trouvent les racines de la théorie de l'échange inégal. La question du développement doit être repensée dans ce cadre, sans référence au «dualisme», c'est-à-dire à la prétendue juxtaposition d'une société «traditionnelle» autonome et d'une société «moderne» en extension. Dans le modèle capitaliste polarisé, la rémunération du travail dans le secteur exportateur sera aussi basse que les conditions économiques, sociales et politiques le permettent.

Quant au niveau de développement des forces productives (niveau de qualification du travail, niveau de l'investissement en capital, etc...), il sera hétérogène, avancé dans le secteur exportateur, arriéré dans le reste de l'économie.

Le système impérialiste contemporain est un système de centralisation du surplus, mais à l'échelle mondiale. Cette centralisation opère sur la base des lois fondamentales du mode capitaliste et dans les conditions de sa domination sur les modes précapitalistes des nations de la périphérie soumise. Le système impérialiste de centralisation de la valeur se caractérise par l'accélération de l'accumulation et du développement des forces productives au centre du système –tandis qu'à sa périphérie ceux-ci sont handicapés et déformés. Développement et sous-développement sont l'envers de la même médaille...

On comprend alors que le développement ultérieur des forces productives à la périphérie doit passer par l'éclatement du système impérialiste de centralisation du surplus. Une phase nécessaire de décentralisation (la construction de la transition socialiste nationale) doit précéder la réunification à un niveau plus élevé de développement que constituerait la société planétaire sans classes.

1871. La Commune de Paris



Marx et Engels le suggèrent fortement, dès l'époque du *Manifeste* : le capitalisme ne constitue qu'une brève parenthèse dans l'Histoire de l'humanité. Pourtant, le mode de production capitaliste n'avait alors guère dépassé les frontières de l'Angleterre, de la Belgique, d'une petite région du nord de la France et de l'ouest de la Westphalie prussienne. Ailleurs, dans toute l'Europe, rien de comparable. Néanmoins Marx imaginait déjà que se produiraient rapidement des révolutions socialistes. Cette attente transpire dans chaque ligne du *Manifeste*.

RÉVOLUTION. Marx ne savait pas, bien sûr, par quel pays s'amorcerait la révolution. L'Angleterre, le seul pays déjà avancé dans le capitalisme ? Non. Marx ne le pensait possible que lorsque le prolétariat anglais se serait affranchi de son alignement sur le soutien à la colonisation de l'Irlande. La France, pays moins avancé au plan de son développement capitaliste, mais en avance au plan de la maturité politique de son peuple, léguée par sa grande révolution ? Peut-être. *La Commune* de 1871 a confirmé son intuition. Pour la même raison, Engels attendait beaucoup de l'Allemagne «*arriérée*» : la révolution prolétarienne et la révolution bourgeoise pourraient s'y télescoper. *Le Manifeste* proclame ainsi : «*C'est vers l'Allemagne surtout que se tourne l'attention des communistes, parce que l'Allemagne se trouve à la veille d'une révolution bourgeoise, et parce qu'elle accomplira cette révolution dans des conditions plus avancées de la civilisation européenne et avec un prolétariat infiniment plus développé que l'Angleterre et la France n'en possédaient au 18ème siècle, et que, par conséquent la révolution bourgeoise allemande ne saurait être que le court prélude d'une révolution prolétarienne*».

Cela n'a pas eu lieu : l'unification sous la houlette de la Prusse réactionnaire, la médiocrité politique des bourgeoisies allemandes et leur couardise ont permis que le nationalisme triomphe et marginalise la révolte populaire. Marx tourne son regard vers la fin de sa vie en direction de la Russie, dont il attend qu'elle s'engage à son tour dans une voie révolutionnaire, comme en témoigne sa correspondance avec Vera Zassoulitch.

Marx avait donc bien eu l'intuition que la transformation révolutionnaire pourrait être amorcée à partir des périphéries du système –«*les millions faibles*», selon les concepts élaborés ultérieurement par Lénine. Néanmoins Marx en son temps n'en a pas tiré toutes les conclusions qui s'imposaient. Il a fallu attendre que l'Histoire ait avancé dans le vingtième siècle pour que, avec Lénine et Mao Tse Toung, les communistes deviennent capables d'imaginer une stratégie nouvelle qualifiée de «*construction du socialisme dans un seul pays*» –une expression inappropriée à laquelle je préfère la longue périphrase : «*Des avancées inégales sur la longue route de la transition socialiste, localisées dans des pays que la stratégie de l'impérialisme dominant combat et isole*».

Marx et Engels, dans *le Manifeste*, ignorent encore que le déploiement mondialisé du capitalisme n'est pas celui qu'ils imaginaient : «*une mondialisation homogénéisante*» donnant sa chance à l'Orient conquis, lui permettant de devenir, à l'image des pays de l'Occident, des nations «*civilisées*», c'est-à-dire industrielles.

Quelques textes ultérieurs de Marx concernant la colonisation de l'Inde confortent cette perception.

Mais Marx a changé d'avis par la suite. Ses allusions, plus que des développements argumentés systématiques, sur les effets destructeurs de la conquête coloniale en témoignent. Marx prend graduellement conscience de ce que j'appelle «*le développement inégal*» (la construction systématique du contraste «*centres dominants*» / «*périphéries dominées*») et, par là-même, l'impossibilité de «*rattraper*» –dans le cadre de la mondialisation capitaliste, et par les moyens du capitalisme– les pays «*les plus avancés*» ●●●



••• Toutefois Marx, dans *Le Manifeste*, pense encore que «l'ouverture commerciale» a eu raison de la Chine : «*Le bon marché de ses produits est la grosse artillerie qui bat en brèche toutes les murailles et fait capituler les barbares les plus opiniâtrement hostiles aux étrangers*». Nous savons qu'il n'en a pas été ainsi : ce sont les canons de la marine britannique qui ont eu raison de la concurrence des produits chinois. Nous savons que ce n'est pas parce qu'elle était plus avancée dans son industrie que l'Angleterre est parvenue à dominer l'Inde ; mais que, au contraire, c'est la domination de l'Inde qui a donné à la Grande-Bretagne sa position hégémonique dans le système capitaliste du 19ème siècle. Toutefois, le Marx plus âgé a su sortir de l'eurocentrisme de sa jeunesse. Marx savait changer d'avis, à la lumière de l'évolution du monde.

PARENTHÈSE... En 1848, Marx et Engels imaginaient donc la probabilité forte d'une ou de plusieurs révolutions socialistes dans l'Europe de leur époque, confirmant par là-même que le capitalisme ne constitue qu'une brève parenthèse dans l'Histoire. Les faits leur ont donné rapidement raison. Mais si *la Commune* de Paris de 1871 a bien été la première révolution socialiste, elle a été également la dernière accomplie dans un pays capitaliste développé.

Cependant, avec la constitution de la *Seconde Internationale*, Engels n'avait pas perdu l'espoir d'une nouvelle avancée révolutionnaire, en Allemagne en particulier. Les faits lui ont donné tort. A vrai dire, la trahison de *la Seconde Internationale* en 1914 n'aurait pas dû surprendre.





Au-delà de leur dérive réformiste, l'alignement des partis ouvriers de toute l'Europe de l'époque sur les politiques d'expansion impérialiste et colonialiste de leurs bourgeoisies respectives indiquait qu'il n'y avait plus grand-chose à attendre des partis «socialistes» d'alors.

LE FRONT D'ORIENT. La ligne de front de la transformation du monde allait se déplacer vers l'Est, en Russie en 1917 puis en Chine. Les avancées révolutionnaires sur la longue route de la transition socialiste au communisme vont donc s'accomplir exclusivement dans des sociétés de la périphérie du système mondial –précisément dans les pays où une avant-garde aura compris qu'il n'est pas possible de «rattraper» les grandes puissances en s'inscrivant dans la mondialisation et que, par conséquent, il faut «faire autre chose» : avancer dans une transition de nature socialiste. Lénine et Mao ont exprimé cette conviction en proclamant que notre époque n'est plus celle des révolutions bourgeoises mais qu'elle est désormais celle des révolutions socialistes.

Cette conclusion en appelle une autre : les transitions socialistes s'accompliront nécessairement «dans un seul pays» qui, de surcroît, demeurera fatalement «isolé» par la contre-attaque de l'impérialisme mondial. Il n'y a pas d'alternative ; il n'y aura pas de «révolution mondiale». Mais alors les nations et les Etats engagés sur cette voie seront confrontés à un double défi : répondre à la guerre permanente (chaude ou froide) conduite par les puissances impérialistes, associer des majorités paysannes aux avancées dans la voie nouvelle du socialisme. Ni *Le Manifeste*, ni même Marx et Engels par la suite n'avaient été en position de dire quelque chose sur ces questions. Il appartenait au marxisme vivant de le faire à leur place.

Ces réflexions me conduisent à remettre en perspective les considérations développées par Marx et Engels dans *Le Manifeste* concernant les paysans. Marx se situe dans son temps, qui est encore celui de la révolution bourgeoise inachevée en Europe même. A cet endroit, on lit dans *Le Manifeste* : «*Durant cette phase, les prolétaires ne combattent pas encore leurs propres ennemis, mais les ennemis de leurs ennemis, c'est-à-dire les restes de la monarchie absolue, les propriétaires fonciers... Toute victoire emportée dans ces conditions est une victoire de la bourgeoisie*».

Lorsque la révolution bourgeoise a donné la terre aux paysans (c'est le cas de la France, en particulier), la paysannerie dans sa grande majorité s'est ainsi rangée dans le camp des défenseurs du caractère sacré de la propriété privée et est devenue l'adversaire du prolétariat ●●●

... Or aujourd'hui, le transfert du centre de gravité de la transformation socialiste du monde, émigrant des centres impérialistes dominants aux périphéries dominées, modifie radicalement la question paysanne. Des avancées révolutionnaires ne sont désormais possibles, dans les conditions de sociétés demeurées encore largement paysannes, que si les avant-gardes socialistes sont capables de mettre en œuvre des stratégies qui intègrent la majorité des paysans dans le bloc de combat contre le capitalisme impérialiste.

DOMINATION. Marx et Engels n'ont jamais cru, ni dans les propos du *Manifeste* ni par la suite, à la vocation révolutionnaire spontanée du prolétariat. Car «*les idées dominantes n'ont jamais été que les idées de la classe dominante*». De ce fait, les travailleurs, comme les autres, souscrivent à l'idéologie de «*la compétition*», pierre angulaire du fonctionnement de la société capitaliste et, partant, «*l'organisation du prolétariat en classe, et par suite en parti politique, est sans cesse détruite par la concurrence que les ouvriers se font entre eux*» (*Le Manifeste*, page 20). En conséquence, la transformation du prolétariat de classe «en soi» en classe «pour soi» implique l'intervention active d'une organisation avant-gardiste: «*Pratiquement, les communistes sont donc la section la plus résolue, la plus avancée de chaque pays, la section qui anime les autres ; théoriquement, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence nette des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien*» (*Le Manifeste*, page 25).

Pour autant, l'affirmation du rôle incontournable de l'avant-garde n'est pas chez Marx un plaidoyer en faveur du «*parti unique*». On lit, dans *Le Manifeste*: «*Les communistes ne forment pas un parti opposé aux autres partis ouvriers..., ils ne proclament pas de principes sectaires sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement ouvrier*».

Et, par la suite, dans sa conception de ce que doit être une *Internationale* prolétarienne, Marx jugera nécessaire d'y intégrer tous les partis et courants de pensée et d'action qui bénéficient d'une audience populaire et ouvrière réelle. *La Première Internationale* comptait dans ses rangs les blanquistes français, les lassaliens allemands, les trade-unionistes anglais, les proudhoniens, les anarchistes bakouniniens. Certes Marx n'a pas ménagé ses critiques, souvent acerbes, à l'endroit de beaucoup de ses partenaires. Et on dira peut-être que la violence de ces débats conflictuels est à l'origine d'un *Première Internationale* à la vie écourtée. Soit. Cette organisation a néanmoins été une première école de formation des cadres engagés ultérieurement dans le combat contre le patronat.



••• Ici, deux observations me viennent à l'esprit concernant la question du rôle du Parti et des communistes.

La première concerne le rapport entre le mouvement communiste et «la nation». *Le Manifeste* proclame : «*Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur ravir ce qu'ils n'ont pas. Comme le prolétariat de chaque pays doit en premier lieu conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe maîtresse de la nation, il est encore par-là national lui-même, quoique nullement dans le sens bourgeois [...]. La lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, bien qu'elle ne soit pas au fond une lutte nationale, en revêt cependant la forme*». Dans l'univers capitaliste en effet, les prolétaires n'ont pas de patrie parce que dans ce monde la seule fonction du nationalisme est de donner légitimité d'une part à l'exploitation des travailleurs du pays concerné et, d'autre part, au combat de la bourgeoisie contre ses concurrents étrangers, à ses ambitions d'expansion impérialiste. Mais, avec le triomphe éventuel d'une révolution socialiste tout change. L'amorce de la transition socialiste dans les sociétés de la périphérie et la diversité nécessaire des voies empruntées (comme celle, souhaitable, de l'objectif final... : le communisme) renforce la portée de ce caractère national des classes travailleuses.

NATION ET SOUVERAINETÉ. En fait, le soutien ou le rejet de la souveraineté nationale font l'objet de graves malentendus tant que le contenu de classe de la stratégie dans laquelle ils s'inscrivent n'est pas identifié. Le bloc social dominant dans les sociétés capitalistes conçoit toujours la souveraineté nationale comme un instrument pour promouvoir ses intérêts de classe —à savoir l'exploitation capitaliste du travail domestique et, simultanément, la consolidation de ses positions dans le système mondial. Aujourd'hui, dans le contexte d'un système libéral mondialisé et dominé par les monopoles financiarisés de «*la triade*» (États-Unis, Europe, Japon), la souveraineté nationale est l'instrument permettant aux classes dirigeantes de maintenir leurs positions compétitives au sein du système. Le gouvernement des États-Unis offre l'exemple le plus clair de cette pratique permanente : la souveraineté y est conçue comme le domaine réservé du capital monopolistique US et, à cette fin, primauté est accordée au droit national des États-Unis sur le droit international. Dans le passé, c'était également la pratique des puissances impérialistes européennes, et les principaux États européens continuent de le faire à l'intérieur de l'Union européenne •••





... On comprend dès lors pourquoi le discours national, faisant l'éloge des vertus de la souveraineté tout en cachant les intérêts de classe qu'elle sert, a toujours été inacceptable pour tous ceux qui défendent les classes travailleuses. Pourtant, nous ne devrions pas réduire la défense de la souveraineté à cette modalité, celle du nationalisme bourgeois. Cette défense n'est pas moins décisive pour la protection d'une alternative populaire s'inscrivant sur la longue route du socialisme.

INCONTOURNABLE. Elle constitue même une condition incontournable d'avancées dans cette direction. La raison en est que l'ordre mondial (aussi bien que son sous-ordre européen) ne sera jamais transformé «par en haut», par des décisions collectives des classes dominantes. Le progrès à cet égard est toujours le résultat d'avancées inégales des luttes d'un pays à l'autre. La transformation du système mondial (ou du sous-système européen) est le produit des changements qui s'imposent dans le cadre des différents États, ceux-là modifiant à leur tour les rapports de force internationaux entre ces derniers. L'État national reste l'unique cadre où se déploient les luttes décisives qui, en fin de compte, transforment le monde.

Les peuples des périphéries de ce système, polarisé par nature, ont une longue expérience de ce nationalisme positif et progressiste, qui est anti-impérialiste, qui rejette l'ordre mondial imposé par les centres et est donc potentiellement anticapitaliste. Je dis «potentiellement», car ce nationalisme peut être également porteur de l'illusion de pouvoir construire un capitalisme national parvenant à «rattraper» les constructions nationales des centres dominants. Le nationalisme dans les périphéries n'est progressiste qu'à cette condition: demeurer anti-impérialiste –c'est-à-dire, aujourd'hui, d'entrer en confrontation avec l'ordre libéral mondialisé. Tout autre nationalisme acceptant l'ordre libéral mondial (et restant de façade dans ce cas) n'est que l'instrument de classes dirigeantes locales désireuses de participer à l'exploitation de leur peuple et, finalement, d'autres partenaires plus faibles, en agissant comme des pouvoirs sous-impérialistes.

La confusion entre ces deux concepts antinomiques de «souveraineté nationale» et, partant, le refus de tout «nationalisme» annihilent toute possibilité de sortir de l'ordre libéral mondial. Malheureusement la gauche en Europe –et ailleurs– fait souvent cette confusion.

PROLÉTARIATISATION. Une seconde réflexion concerne la segmentation des classes travailleuses, en dépit de «la simplification de la société» associée à l'avancée du capitalisme telle que décrite dans *Le Manifeste* : «Cependant, le caractère distinctif de notre époque, est d'avoir simplifié les antagonismes de classes. La société se divise de plus en plus en deux vastes grands camps, en deux classes ennemies : la bourgeoisie et le prolétariat». Ce double mouvement –de généralisation de la condition prolétarienne et simultanément de segmentation du monde du travail– est aujourd'hui bien plus visible qu'il ne l'était en 1848, alors qu'il se dessinait à peine.

Nous avons assisté, tout au long du 20ème siècle jusqu'à nos jours, à une généralisation sans précédent de la condition prolétarienne. Aujourd'hui, dans les centres, la presque totalité de la population est réduite au statut de salariés vendeurs de leur force de travail. Et, dans les périphéries, les paysans sont intégrés comme ils ne l'avaient jamais été dans des réseaux commerciaux qui ont annihilé leur statut de producteurs indépendants pour en faire des sous-traitants dominés, réduits *de facto* au statut de forces de travail à vendre. Ce mouvement est de surcroît associé à celui de la paupérisation. «Le travailleur tombe dans la paupérisation et la paupérisation s'accroît plus rapidement que la population et la richesse» (*Le Manifeste*, page 23). Cette thèse de la paupérisation, reprise et amplifiée dans *Le Capital*, a fait l'objet de critiques sarcastiques des économistes vulgaires. Et pourtant, à l'échelle du système capitaliste mondial, la seule échelle qui donne son sens plein à l'analyse de la réalité, la paupérisation en question est considérablement plus visible et réelle que Marx ne l'avait imaginée.

En même temps, la raison historique du capitalisme est d'avoir réuni –en une période assez brève– toutes les conditions, matérielles, politiques, idéologiques et morales qui imposent son dépassement.

Cette conception de la place du capitalisme dans l'Histoire a été abandonnée par les courants «réformistes» au sein de *la Seconde Internationale* puis en dehors du marxisme. On lui a substitué une vision selon laquelle le capitalisme n'aura accompli sa tâche que lorsqu'il sera parvenu à homogénéiser la planète sur le modèle de ses centres développés. Mais persister dans cette voie, c'est accepter de se laisser entraîner dans une décadence mortelle : la fin de la civilisation ❖



LA SOCIÉTÉ DE CONSOMMATION

par Samir AMIN

La mondialisation
–décrite comme la forme achevée
et «la fin de l'Histoire»– n'a pas vécu
plus de deux décennies avant d'être secouée
par une crise sans précédent.

Un «autre monde»
est-il appelé à lui succéder ?
Sera-ce une nouvelle étape dans
le déploiement d'un capitalisme
toujours plus sauvage et déséquilibré ?
Ou bien un monde authentiquement
polycentrique commencera-t-il
à advenir où se confronteront
des avancées en direction d'
alternatives démocratiques
et populaires ?

Un débat approfondi
sur ces questions impose
une relecture de la trajectoire suivie
par le capitalisme jusqu'à nos jours.
C'est la seule manière de
décrire les ressorts de la crise systémique
en cours et de se donner les moyens
de la dépasser.

L'histoire du capitalisme s'est constituée à travers trois phases successives. D'abord, une longue préparation –la transition du mode tributaire, forme générale d'organisation des sociétés de classes pré-modernes– qui occupe les huit siècles de l'an 1000 à 1800.

Ensuite, une phase courte de maturité (le 19^{ème} siècle) au cours de laquelle s'affirme la domination de «l'Occident». Enfin, la phase du long «déclin» provoqué par «l'éveil du Sud» –dont les peuples et les Etats ont reconquis l'initiative majeure dans la transformation du monde– et dont la première vague s'est déployée durant le 20^{ème} siècle.

La phase la plus ancienne, liée au mode tributaire, a porté en elle une série d'inventions graduelles constitutives de la modernité capitaliste.

Evidemment ces «inventions» étaient, chaque fois, spécifiques et spécifiées...



HONGWU (洪武, 1328-1398), l'empereur fondateur de la dynastie Ming, régna en Chine de 1368 à 1398, et **XUANDE** (宣德, Pékin, 1398-1435), cinquième empereur de la dynastie



QIANLONG (乾隆 1711 - 1799),
quatrième empereur de la dynastie Qing

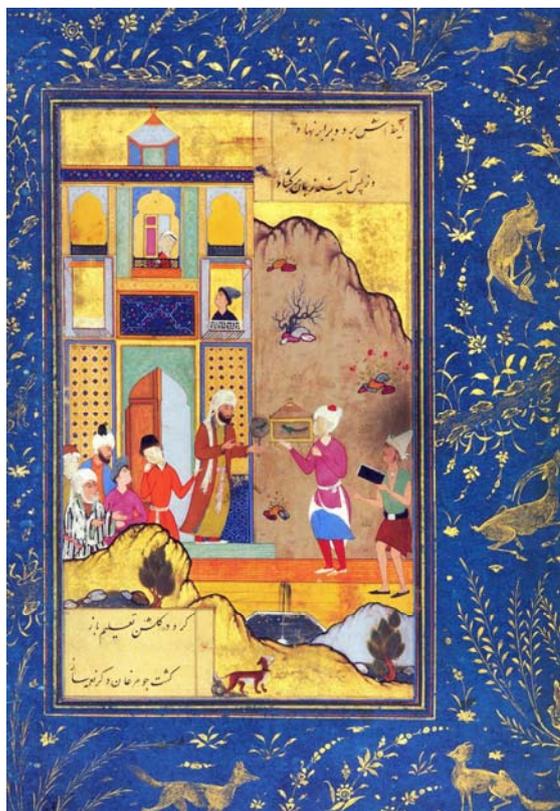
Par là, on entend des «inventions» chaque fois spécifiées par les contradictions internes propres à chaque société avancée du monde pré-moderne (pas seulement celles qui sont particulières à l'Europe «féodale»). Tel a été le cas de la Chine où se sont amorcés ces types de transformation dès l'époque Sung (au onzième siècle) pour s'amplifier aux époques Ming et Qing –donnant à l'Empire du Milieu une avance marquée (en termes d'inventivité technologique, de productivité du travail social et de richesse), laquelle ne sera pas comblée par l'Europe avant le 19ème siècle. Cette vague «chinoise» sera suivie par une vague «moyen orientale» qui se déploiera dans le Califat arabo-persan et, par la suite (à partir des Croisades) dans les villes italiennes.

La coagulation capitaliste est, en tous cas, redevable de l'invention de composantes indispensables à celle-ci, comme les formes sophistiquées de la comptabilité et du crédit.

Enfin, la dernière vague –concernant cette longue transition du monde tributaire ancien au monde capitaliste moderne– s'amorcera dans l'Europe atlantique à partir de la conquête des Amériques, pour se déployer au cours des trois siècles du mercantilisme (1500-1800). Le capitalisme historique qui s'imposera progressivement à l'échelle mondiale est le produit de cette vague ultime.

DÉPOSSESSION. La forme «européenne» («occidentale») du capitalisme historique (construite par l'Europe atlantique et centrale, son ressort nord-américain puis le Japon) a –elle– d'autres spécificités particulières : son mode d'accumulation fondé sur la dépossession (d'abord de ses paysans, puis des peuples des périphéries intégrés dans son système global). Cette forme historique est, en fait, indissociable du contraste «centres / périphéries» qu'elle construit, reproduit et approfondit sans fin ●●●





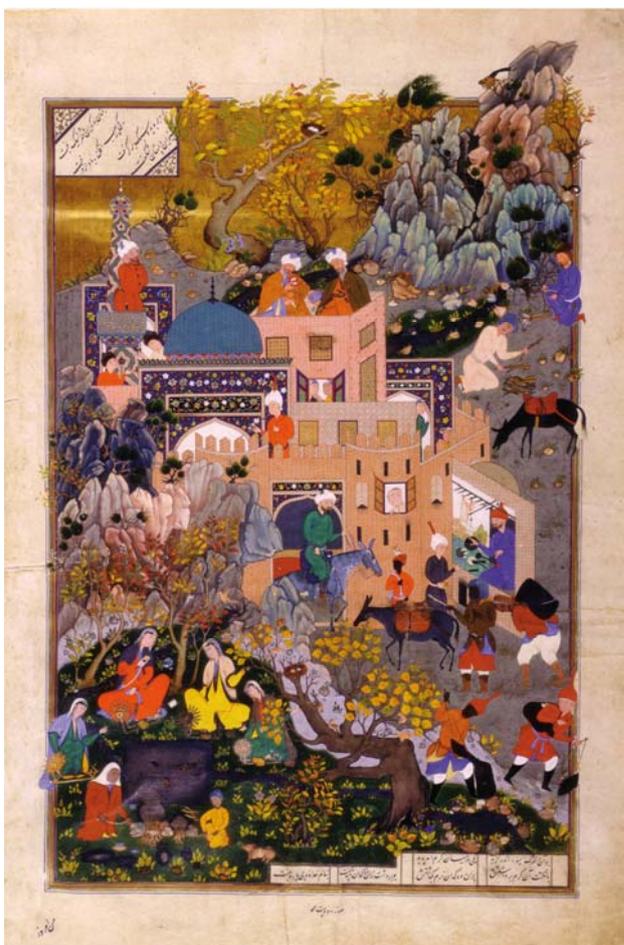
••• Le capitalisme historique a pris sa forme achevée avec la révolution industrielle anglaise qui a inventé la nouvelle «machino-facture» (couplée avec le statut du nouveau prolétariat industriel) et la révolution française qui a initié la politique moderne. Le capitalisme mature s'est ainsi déployé en un temps relativement court. L'accumulation du capital s'est imposée alors dans sa forme définitive, et est devenue la loi fondamentale qui commande le devenir social.

«**CONSTRUCTIVE**». Dès l'origine, cette forme d'accumulation a été simultanément «constructive» (elle a permis l'accélération prodigieuse et continue du progrès de la productivité du travail social), mais également «destructive». Marx en a fait l'observation précoce : l'accumulation détruit les deux fondements de la richesse –l'être humain (victime de l'aliénation marchande) et la nature. On doit y ajouter un troisième aspect : la dépossession matérielle et culturelle des peuples dominés des périphéries, dont Marx a peut-être négligé quelque peu l'importance.

Sans doute parce que, dans le court moment où se situent ses travaux, l'Europe paraît se consacrer presque exclusivement aux exigences de l'accumulation interne. Marx relègue, de ce fait, la dépossession aux temps de «l'accumulation primitive» –tandis que, personnellement, je l'ai qualifiée de «permanente».

Il reste que, dans sa brève période de maturité, le capitalisme remplit des fonctions historiques progressistes indéniables : il crée les conditions qui rendent possibles et nécessaires son dépassement socialiste / communiste, tant au plan matériel qu'au niveau de la conscience politique et culturelle nouvelle qui l'accompagne.

Car l'analyse du capitalisme historique, dans sa forme achevée, doit procéder d'une lecture non réductrice du concept de mode de production. Le capitalisme est plus qu'une manière d'extorquer la plus-value, supposant un degré de développement exacerbé des forces productives. C'est aussi l'invention de rapports sociaux inédits. La création de services publics recrutés par concours, l'idée de laïcité de l'Etat, l'affirmation que les hommes font leur histoire et non les dieux ou les ancêtres aristocratiques... constituent les ingrédients de ce qui deviendra la «modernité capitaliste» –le substantif et le qualificatif étant indissociables.



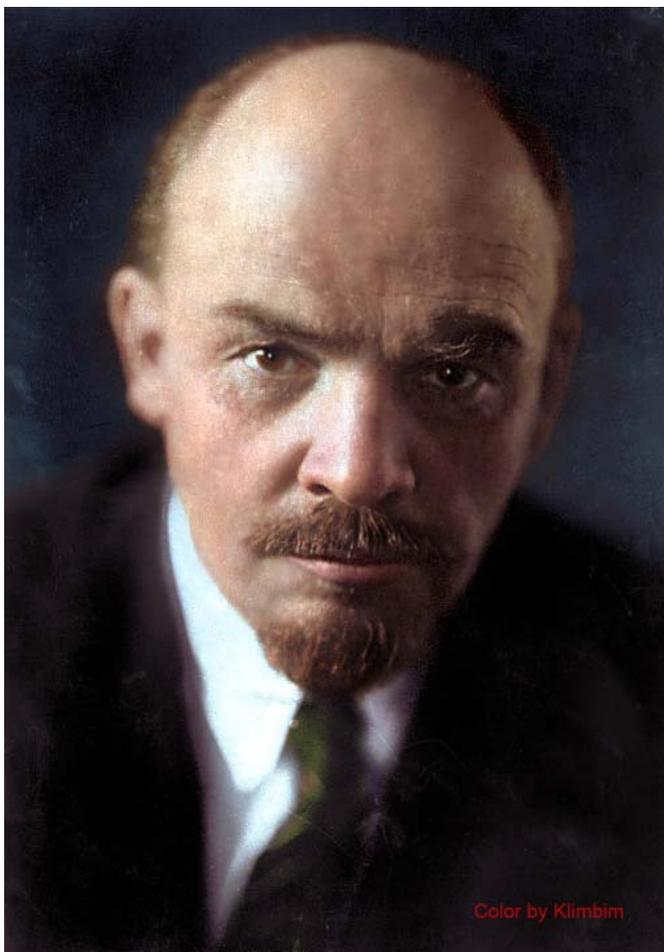


Le socialisme (et mieux encore, le communisme) n'est d'ailleurs pas «un mode de production» supérieur, parce qu'il serait capable d'accélérer le développement des forces productives et d'y associer une répartition «équitable» des revenus. Il est tout autre chose : l'étape vraiment humaniste du développement de la civilisation. Ce n'est donc pas un hasard si le mouvement ouvrier et socialiste a amorcé son enracinement dans les nouvelles classes populaires et engagé son combat pour le socialisme avec le développement de la société industrielle. Ce n'est pas davantage un hasard si cette remise en question a pris la forme de la première révolution socialiste de l'histoire : la Commune de Paris.

Or, dès la fin du 19^{ème} siècle, le capitalisme historique entre déjà dans le temps –long– de son déclin. J'entends par là que les dimensions destructives de l'accumulation l'emportent désormais, à un rythme croissant, sur sa dimension historique constructive, progressiste. Cette transformation qualitative du capitalisme est, en réalité, la résultante d'un processus interne inévitable : la nécessaire constitution de nouveaux monopoles de production (alors qu'auparavant, seules pouvaient suffire la domination des échanges et la conquête coloniale, comme aux temps du mercantilisme). Monopolisation : il s'agit là d'une «réponse» à la première longue crise structurelle du capitalisme amorcée dès les années 1870. Elle sera récurrente.

L'émergence des monopoles, leur concentration, démontre à vif comment le capitalisme se doit de fonctionner : perpétuellement «obsolète», il doit sans cesse «éliminer» les entraves à la maximisation du profit.

LÉNINE. Dans ce cadre, l'heure de l'expropriation nécessaire et possible des expropriateurs semble devoir sonner. C'est ce que va confirmer un premier ensemble de guerres et de révolutions qui ont fait l'Histoire du vingtième siècle. Lénine n'avait donc pas tort de qualifier le capitalisme des monopoles de «*phase suprême du capitalisme*». Mais Lénine –optimiste– pensait que cette crise inaugurale serait la dernière puisqu'elle aura mis à l'ordre du jour la révolution socialiste ●●●



Color by Klimbim

••• L'histoire ultérieure a prouvé que le capitalisme a été capable de surmonter cette période chaotique (au prix de deux guerres mondiales et en s'ajustant aux reculs que lui imposaient les révolutions socialistes russe et chinoise, puis les luttes de libération nationale en Asie et en Afrique).

Mais au temps court du redéploiement capitaliste des monopoles (de 1945 à la fin des *sixties*...) a succédé une seconde déstabilisation structurelle du système, amorcée à partir des années 1970. Le capital a répondu à ce défi renouvelé par une nouvelle transformation qualitative qui a pris la forme d'un «capitalisme des monopoles généralisé». On en est là.

MILITARISME. A la seconde longue crise du capitalisme amorcée dans les années 1970 (un siècle exactement après la première) les réponses données ont été une concentration renforcée des monopoles, la mondialisation («libérale») et la financiarisation. Une nouvelle époque de chaos, de guerres et de révolutions s'est ainsi ouverte. Pour s'opposer aux nouveaux sursauts des nations de la périphérie, l'impérialisme collectif «USA-Europe-Japon» n'a pas d'autres recours : le contrôle militaire de la planète. Dans ce contexte, on doit repenser la manière de formuler la théorie à même de combattre l'ordre existant.

Lénine avait qualifié l'impérialisme des monopoles de «*phase suprême du capitalisme*». Moi, j'ai préféré identifier l'impérialisme comme «*une phase permanente du capitalisme*», en ce sens que le capitalisme historique mondialisé s'est constitué et n'a cessé de reproduire, d'approfondir la polarisation «centres / périphéries».

Certes, la constitution des premiers monopoles à la fin du dix-neuvième siècle a marqué une transformation qualitative du mode de production capitaliste. Lénine en a déduit que la révolution socialiste était, de ce fait, «à l'ordre du jour» et Rosa Luxemburg que l'alternative se définissait désormais dans les termes de «*socialisme ou barbarie*». Lénine a sans doute été trop optimiste, n'ayant pas estimé à sa juste mesure les effets dévastateurs de la rente impérialiste et le transfert qui lui est associé –ce qui a conduit le fait révolutionnaire de l'Occident (les centres) vers l'Orient (les périphéries).





L'accélération du processus de centralisation du capital, déployée au cours du dernier tiers du siècle passé ? Je l'ai caractérisée par le concept de «*monopoles généralisés*». Désormais, les monopoles ne constituent plus seulement les hauteurs dominantes de l'économie moderne; ils sont parvenus à imposer leur contrôle direct sur tout le système productif. Les petites et moyennes entreprises (même les grandes entités hors monopoles) ou les agriculteurs... sont véritablement dépossédés, réduits à des statuts de sous-traitants, soumis en amont et en aval au contrôle serré des monopoles.

A ce stade suprême de centralisation, le lien qui associait le capital à son support organique vivant –la bourgeoisie– est brisé. Cette transformation est d'une portée immense : la bourgeoisie historique, constituée de familles ancrées dans le paysage local, cède la place à une «oligarchie / ploutocratie» anonyme qui contrôle les monopoles, en dépit de la dispersion des titres de propriété de leurs capitaux. L'éventail des opérations financières inventées au cours des dernières décennies témoigne de cette forme extrême de l'aliénation : le spéculateur peut désormais vendre ce qu'il ne possède même pas, réduisant le principe de propriété à un statut dérisoire. La fonction du travail social productif disparaît.

«**AU CARRÉ**». Déjà l'aliénation «au carré» attribuait à l'argent une vertu productive («L'argent fait des petits»). Dorénavant, l'aliénation est portée «au carré de son carré» : c'est le temps («Time is money») qui, par sa seule vertu, «produit le profit». La nouvelle classe bourgeoise qui répond aux exigences de la reproduction de ce système est réduite au statut de «serveurs salariés» (eux-mêmes précarisés) –quand bien même constitueraient-ils, en leur qualité de membres des segments supérieurs des classes moyennes, des privilégiés fort bien rémunérés pour leur «travail».

Dans ces conditions ne doit-on pas conclure que le capitalisme a fait son temps ?

La domination du monde euro-atlantique s'était accompagnée de son explosion démographique : les Européens, qui constituaient 18% de la population de la planète en 1500, se sont retrouvés en représenter 36% en 1900 –augmentés de leur descendance émigrée vers les Amériques et l'Australie. Sans cette émigration massive, le modèle d'accumulation du capitalisme historique, fondé sur la dissolution accélérée du monde paysan, eut été simplement impossible. C'est la raison pour laquelle ce modèle ne peut être reproduit dans les périphéries du système, qui ne disposent pas d'«Amériques» à conquérir. Le «rattrapage» dans le système étant impossible, l'option pour une voie de développement différente s'impose. Il n'y a pas d'autres alternatives ❖



DEMAIN 共产主义

À chaque étape de son développement, la révolution chinoise a été confrontée à deux défis majeurs. Le premier : associer la paysannerie à chaque avancée de la longue transition socialiste ; le second : contrer les manigances que les grandes puissances ont toujours fomentées à l'encontre de la Chine. Le plus souvent, la nation chinoise est parvenue à répondre de manière correcte à ces défis. Mao a su tirer les leçons de l'expérience soviétique malheureuse –enlisée et incapable de se réformer, condamnée de ce fait à une restauration pure et simple du capitalisme. Mao et ses successeurs ont été capables d'imaginer des stratégies nouvelles qui se sont avérées efficaces. Désormais, la Chine est engagée dans une phase nouvelle de son développement : construire un système productif industriel complet, cohérent et autocentré, articulé à la rénovation de l'agriculture paysanne ; et, d'autre part, chercher à tirer profit de son insertion dans la mondialisation capitaliste contemporaine. Ce projet est conflictuel par nature, même s'il constitue probablement la seule alternative possible dans les conditions du monde contemporain. Certes, il laisse la porte ouverte au renforcement de tendances capitalistes qui opèrent dans la société. Néanmoins, si la direction du Parti communiste en prend lucidement la mesure, il deviendra possible de surmonter cette contradiction. Mais pour cela, deux conditions sont indispensables : le pouvoir doit conserver et renforcer sa capacité de contrôler l'insertion de la Chine dans la mondialisation impérialiste hostile (et, en particulier, refuser l'insertion de l'économie chinoise dans la mondialisation financière) ; il incombe aux instances dirigeantes de respecter et de favoriser les capacités de résistance des classes populaires aux ravages des valeurs bourgeoises.

LE communisme est un stade supérieur de la civilisation, fondé sur le principe de la solidarité (des individus et des nations) se substituant à celui de la compétition. La visée communiste est un projet universel. Il n'est pas celui de quelques peuples particuliers qu'un héritage culturel exceptionnel aurait aidé à imaginer la réalisation. Il est le projet de l'humanité entière.

Ce caractère universel ne signifie pas que le communisme fabriquera des individus tous semblables les uns aux autres, des nations qui ne se distingueraient plus les unes des autres. Au contraire, le communisme est synonyme de la plus grande diversité, au bénéfice d'une créativité sans précédent dans l'Histoire.

Dans un premier temps, la socialisation des forces productives et l'inversion des rapports de domination –par la pratique d'une démocratie de masse– succède à la soumission aux mécanismes du marché. La libération des êtres humains de l'aliénation marchande et de leur soumission au pouvoir substitue la prépondérance de l'instance culturelle nouvelle à celle de l'Etat et permet le dépérissement de ce dernier.

Le communisme est une «utopie créatrice» : l'utopie d'aujourd'hui deviendra la réalité de demain.

Depuis 1950, la Chine s'est engagée dans la construction de l'étape socialiste. Evidemment, la voie choisie par le peuple et l'Etat chinois était et reste singulière. Cette singularité tient aux particularités que pose «la construction du socialisme dans un seul pays». Car la longue transition socialiste ne peut pas être autre chose que le produit d'avancées successives et inégales d'un pays à l'autre. Il n'en a jamais été autrement –ni dans le passé historique, ni dans le présent et l'avenir visible. L'humanité n'a jamais progressé et n'avancera jamais à un rythme égal pour tous ; il n'y aura jamais de «révolution mondiale» dispensant ceux qui peuvent faire un pas en avant... de le faire seuls.

EN PLEIN CŒUR. La question fondamentale que je me pose est la même depuis 1980. A ce moment-là, la Chine avait amorcé –sous l'autorité de Deng Xiaoping– une forme d'«*économie de marché*» qui l'a conduite là où elle est aujourd'hui. Une dizaine d'années avant même que ne disparaisse l'URSS, je m'interrogeais déjà –en m'appuyant sur la critique du «*modèle soviétique*» qualifié de «*socialisme réellement existant*» ●●●



Deng **XIAOPING**



Du temps de la «Longue Marche»
Zhou ENLAI, Mao ZEDONG et Zhu DE



... Ce questionnement reste ouvert, et le restera longtemps. Mais il doit être (ou devrait être) au cœur même des préoccupations de tous ceux qui –n'étant pas convaincus des vertus capitalistes– demeurent soucieux de penser au-delà de ce système, de définir les possibilités et les exigences d'une construction sociale nouvelle, supérieure, socialiste.

La vague initiale d'expériences qui se voulaient «socialistes» du moins à l'origine, et qui ont occupé la majeure partie du siècle dernier, ont graduellement épuisé leur potentiel, se sont érodées, effondrées parfois. Une autre embellie viendra certainement, mais ne sera pas une simple répétition de la précédente... Parce que, entre temps, le monde (capitaliste) aura changé. Après tout, en y regardant de près, la première séquence des transformations capitalistes, qui avait eu pour théâtre les villes italiennes de la Renaissance, a bel et bien avorté ; mais elle a été suivie par une seconde secousse –localisée dans le quart nord ouest atlantique de l'Europe. Celle-là a accouché d'un modèle dont les formes essentielles sont prédominantes jusqu'à ce jour.

Le débat sur la question de l'avenir du socialisme reste donc vivant et central. Ce débat, bien évidemment, peut et doit être abordé sous des angles multiples –que la diversité des réalités sociales, toujours complexes, offre à l'analyse et à l'action transformatrice. Pour étayer des éléments de réponse, je me limiterai ici aux réflexions que l'évolution de la Chine peut inspirer.

Mon interrogation centrale est la suivante : la Chine se dirige-t-elle vers une forme stabilisée de capitalisme ? Ou demeure-t-elle garante d'une transition vers le socialisme ?

ATOUTS. Je ne formulerai pas cette alternative en termes de «prévisions» du plus probable. Je la questionnerai dans de tout autres termes : quelles sont les contradictions et les luttes qui ont pour théâtre la Chine contemporaine ? Quels sont les atouts dont peuvent se prévaloir les forces anticapitalistes chinoises (socialistes au moins potentiellement) ? A quelles conditions la voie capitaliste peut-elle triompher ? A quelles conditions le moment actuel pourrait s'infléchir dans des directions qui en feraient une étape (longue) dans la transition (encore plus longue) vers le socialisme ?



La classe dirigeante chinoise a choisi la voie capitaliste –sinon depuis Deng, au moins après lui. Mais elle ne le reconnaît pas. Car elle tient toute sa légitimité de la révolution qu'elle ne saurait répudier sans se suicider. La révolution chinoise est, comme l'a été la révolution française, l'événement majeur, la coupure décisive dans l'Histoire des deux peuples concernés.

Les deux peuples tiennent leur entrée massive et consciente, sur la scène de leur Histoire, à ces révolutions –si imparfaites, voire décevantes à certains égards eussent-elles été. Elles sont «sacrées», quand bien même des intellectuels réactionnaires, dans les deux cas, s'emploient à vouloir les dénigrer, voire en nier la portée.

RACCOURCI ? Mais on doit juger les êtres humains –et les forces politiques qu'ils représentent– par ce qu'ils font et non par ce qu'ils disent. Dès lors, la problématique dont il faut débattre concerne l'avenir de cette option essentielle : si le projet réel de la classe dirigeante chinoise est de nature capitaliste, «le socialisme de marché» devient un raccourci permettant de mettre en place progressivement les structures et les institutions fondamentales du capital –en réduisant au maximum les soubresauts, les peines et les châtiments dont cet avènement est tributaire. La méthode se situe aux antipodes de celle adoptée par la *nomenklatura* russe qui a accepté de renier la révolution puis de nier l'évolution ultérieure où elle s'est constituée en classe nouvelle, candidate à devenir bourgeoise. La méthode russe s'est, en fait, inscrite dans la logique de «la thérapie de choc». La Chine n'entend pas suivre le même cours. Certes les alliances –entre les pouvoirs étatiques, la nouvelle classe de «grands capitalistes privés» (jusqu'ici constituée principalement des diasporas à l'étranger), les paysans des zones enrichies par les débouchés que leur offrent les marchés urbains, les classes moyennes en plein essor– ne sont pas difficiles à imaginer : elles sont déjà en place. Mais il reste que ce bloc hégémonique –plus potentiel que réel– exclut la grande majorité des ouvriers et des paysans. Cette faiblesse est à l'origine des difficultés liées à la gestion politique du système. Ainsi, la question démocratique en Chine se pose dans des termes complexes, du fait de l'héritage de concepts singuliers concernant «la dictature du prolétariat» et la prétendue «démocratie socialiste» ●●●

••• Mais Pékin a accepté –en principe– la perspective de la substitution de la propriété privée à celle de la dominance de la propriété collective et publique. Beaucoup d'opposants au système actuel affirment qu'il est «*déjà trop tard*», non sans arguments factuels solides. Ce n'est pas exactement mon point de vue. Tant que le principe de l'accès égal à la terre reste reconnu et que sa mise en œuvre effective reste opérante, je crois pouvoir conclure qu'il n'est pas trop tard pour que les mobilisations sociales parviennent à infléchir une évolution encore incertaine.

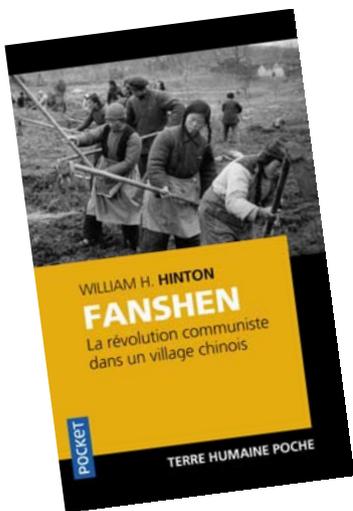
UN PAYS... DE PAYSANS. La population chinoise s'élevait en l'an 2000 à 1.200 millions d'habitants –dont deux tiers de ruraux (800 millions). Une projection simple, à l'horizon 2020, démontre qu'il est illusoire, voire dangereux, de croire que l'urbanisation pourra réduire sensiblement le nombre des paysans, même si elle parvient à en abaisser la proportion.

Une croissance démographique de l'ordre de 1,2% par an portera la population de la Chine en 2020 à 1.520 millions. Admettons même que la Chine parvienne à soutenir une belle croissance de ses industries et des services modernes localisés dans les zones urbaines, à un taux de 5% l'an. Pour y parvenir, la modernisation et les exigences de compétitivité imposeront certainement que cette croissance ne soit pas produite exclusivement par un mode d'accumulation extensif mais par une forte amélioration de la productivité du travail (à un taux de l'ordre de 2% l'an). La croissance de l'offre d'emplois urbains serait alors de 3% l'an, portant le chiffre de la population absorbable en zone urbaine à 720 millions.

Ce dernier chiffre inclurait la population urbaine –actuellement réduite au chômage, ou à des emplois précaires et informels. Une simple soustraction montre alors que 800 millions de Chinois devraient demeurer ruraux. S'ils sont condamnés à émigrer en ville, parce qu'ils n'ont pas accès à la terre, ils ne pourront qu'y grossir la population marginalisée des bidonvilles, comme c'est le cas depuis longtemps dans le Tiers-Monde capitaliste.

Une projection à plus long terme –2040– conforterait cette conclusion : même dans les hypothèses les plus optimistes concernant la poursuite d'un processus de modernisation et d'industrialisation puissant et sans accroc, on ne peut espérer voir la proportion de la population rurale réduite que lentement, sur au moins un siècle.

Ce problème est loin d'être spécifique à la Chine. Il concerne 75% de la population mondiale –trois milliards d'êtres humains. Ces agricultures se partagent à leur tour entre celles qui ont bénéficié de la révolution verte (engrais, pesticides et semences sélectionnées) dont la production évolue entre 100 et 500 quintaux par travailleur... et celles qui se situent avant cette révolution, dont la production se monte à 10 quintaux seulement par actif.



L'agriculture capitaliste, commandée par le principe de la rentabilité du capital, localisée presque exclusivement en Amérique du nord, en Europe, dans le cône sud de l'Amérique latine et en Australie, n'emploie guère que quelques dizaines de millions d'agriculteurs qui ne sont plus véritablement des «paysans». Mais leur productivité, liée à la motorisation (dont ils ont presque l'exclusivité à l'échelle mondiale) et à la superficie dont chacun dispose, évolue entre 10.000 et 20.000 quintaux d'équivalent-céréales par travailleur et par an.

A cette échelle, vingt millions de fermes modernes supplémentaires pourraient produire l'essentiel de ce que les consommateurs urbains solvables achètent encore à la production paysanne. Mais que deviendraient les milliards de producteurs paysans non compétitifs ? Ils seront inexorablement éliminés en quelques dizaines d'années. A l'horizon de cinquante ans, aucun développement industriel plus ou moins compétitif –même dans l'hypothèse fantaisiste d'une croissance continue de 7% l'an pour les trois quarts de l'humanité– ne pourrait même pas absorber le tiers de cette réserve. C'est dire que le capitalisme est par nature incapable de résoudre la question paysanne et que les seules perspectives qu'il offre sont celles d'une planète bidonvillée, et de milliards d'êtres humains «en trop».

Nous sommes donc parvenus au point où pour ouvrir une nouvelle ère à l'expansion du capital («la modernisation de la production agricole») il faudrait détruire –en termes humains– des sociétés entières. Vingt millions de producteurs efficaces nouveaux (cinquante millions d'êtres humains avec leurs familles) d'un côté, plusieurs milliards d'exclus de l'autre. J'en conclus que le capitalisme est entré dans sa phase sénile descendante –la logique qui commande ce système n'étant plus en mesure d'assurer la simple survie de la moitié de l'humanité.

Le capitalisme devient barbarie, invite directement au génocide. Il est plus que jamais nécessaire de lui substituer d'autres logiques de développement, d'une rationalité supérieure.

QUE FAIRE ? Il faut accepter le maintien d'une agriculture paysanne pour tout l'avenir visible du 21ème siècle. En imaginant des politiques de régulation. Ces régulations –singulières et adaptées aux conditions locales– doivent protéger la production nationale, assurer ainsi l'indispensable sécurité alimentaire de chaque nation et neutraliser l'arme alimentaire de l'impérialisme : autrement dit, déconnecter les prix internes de ceux du marché dit mondial ●●●





... Or la Chine dispose dans ce domaine d'un atout majeur –l'héritage de sa révolution– qui lui permettrait de produire l'un des «modèles» possibles de ce qu'il faut faire. L'accès à la terre est en effet pour la moitié de la planète un droit fondamental, et sa reconnaissance la condition de sa survie. Ce droit, ignoré par le capitalisme, n'est même pas mentionné dans *la Charte des Droits de l'ONU*!

Mais il est reconnu jusqu'à ce jour en Chine populaire (et au Vietnam). L'illusion suprême serait qu'en y renonçant (par le fait d'attribuer à la terre le statut de marchandise, comme le suggèrent tous les propagandistes du capitalisme en Chine et ailleurs) on pourrait soi-disant «accélérer la modernisation». Cette perspective donnerait sans aucun doute une belle croissance de la production au seul profit de quelques-uns, mais aboutirait également à l'exclusion des «inutiles» –fussent-ils des milliards.

L'évolution de la Chine au cours du dernier demi-siècle a démontré pourtant qu'un autre chemin, visant à engager l'ensemble de la paysannerie dans le processus de la modernisation (laquelle respecte donc le droit à la terre de tous), peut donner des résultats qui soutiennent favorablement la comparaison avec les solutions prônées par les multinationales (l'écart entre la Chine et l'Inde étant, sur ce plan, fort instructive).

UN PAYS PAUVRE... En réalité, «*la Chine est un pays pauvre où l'on ne voit que peu de pauvres*». Le pays nourrit 22% de la population mondiale bien qu'elle ne dispose que de 6% des terres arables de la planète. Le véritable miracle se situe là. En rapporter l'origine principale à l'ancienneté de la civilisation chinoise n'est pas correct. Car s'il est vrai que, jusqu'à la révolution industrielle, la Chine disposait d'un équipement technologique plus avancé dans l'ensemble que toutes les autres grandes régions du monde..., sa situation s'est dégradée pendant un siècle et demi et a produit le spectacle d'une misère à grande échelle conforme à celle des pays de la périphérie ravagés par l'expansion impérialiste –Inde et autres. A la pointe extrémiste des ravages causés par la mondialisation du désordre marchand, je situerais le Brésil : «*un pays riche où l'on ne voit que des pauvres*».

Peu de pays sous-développés sont aussi pauvres que la Chine, si on s'en tient au rapport «population / superficie arable». A ma connaissance, seuls le Vietnam, la Bangladesh et l'Egypte lui sont comparables. Certaines régions de l'Inde, ou Java, le sont également –mais ni l'Inde, ni l'Indonésie dans leur ensemble. Et pourtant en Inde, en Egypte, au Bangladesh, comme dans presque toute l'Amérique latine (Cuba excepté) le spectacle d'une misère incommensurable agresse tout observateur de bonne foi.



Quiconque a parcouru des milliers de kilomètres à travers les provinces riches et les régions pauvres de la Chine, visité un bon nombre de ses grandes villes, doit avoir l'honnêteté de dire qu'il n'y a jamais rencontré de spectacles aussi avilissants que ceux qu'on ne peut éviter dans les campagnes et les bidonvilles du Tiers-Monde. La raison de ce succès ? La révolution paysanne radicale entreprise sous Mao et l'accès égal à la terre qu'elle a garanti.

La révolution chinoise a fait entrer la société de ce pays dans la modernité. La société chinoise est bel et bien moderne, et cela s'exprime dans tous les aspects du comportement de ses citoyens. J'entends par «modernité» cette rupture historique et culturelle à partir de laquelle les êtres humains se considèrent responsables de leur Histoire. Cette modernité explique qu'on ne voit pas en Chine d'expression de ces névroses para-culturelles qui sévissent ailleurs, dans les pays musulmans, dans l'Inde hindouiste, en Afrique sub-saharienne. Les Chinois vivent leur époque, ne se nourrissent pas de ces variétés de nostalgie à l'égard d'un passé mythologique recomposé –qui caractérisent ailleurs l'air du temps. Ils ne connaissent pas de problème d'«identité».

Or si la modernité ne produit pas *ipso facto* de la démocratie, elle en crée les conditions. Comparativement, peu de sociétés de la périphérie ont fait ce saut dans la modernité. Au contraire, le moment actuel est dans l'ensemble caractérisé par d'effroyables régressions à travers lesquelles s'exprime la faillite du capitalisme. «*Le vieux monde se meurt, le nouveau n'est pas encore né : dans ce clair-obscur se profilent des monstres*», avait déjà écrit Gramsci.

L'ensemble des transformations profondes traversant la Chine se traduit d'ailleurs par une combativité remarquable. Les luttes sociales y sont quotidiennes, se chiffrent par milliers, prennent souvent des formes violentes et ne se soldent pas toujours par des échecs. Le pouvoir le sait et s'emploie à la fois à réprimer, à tenter d'éviter la cristallisation de fronts de lutte dépassant les horizons locaux (par l'interdiction de l'organisation autonome des classes populaires), à en atténuer les dangers par l'art du «dialogue» et de la manipulation.

CENTRALITÉ. La question nationale occupe, c'est évident, une place centrale en Chine. Le pays a été victime de l'agression ininterrompue des puissances occidentales et du Japon de 1840 à 1949, comme toutes les nations d'Asie et d'Afrique. Ses agresseurs ont su passer des alliances avec les classes dominantes réactionnaires locales –«les féodaux», la bourgeoisie *compradore*, les seigneurs de guerre ...

••• Finalement, c'est la lutte de libération, conduite par le Parti Communiste, qui a rendu à la Chine sa dignité et reconstruit son unité (seul le statut de Taiwan reste sans réponse). Tous les Chinois savent cela. En dépit des régionalismes que la taille du pays génère fatalement, la nation chinoise (han) est une réalité. Pour autant, il est des défis nationaux gérés d'une manière discutable (encore que je ne partage pas du tout le point de vue des prétendus «défenseurs de la démocratie» passés à l'éloge –et au service– des lamas et des mollahs) : ils concernent les Tibétains et les Ouïgours. Les Chinois ? Ils ont une conscience forte de la place que leur nation a occupée dans l'Histoire.

Le nom du pays –«*Choung Kuo*»– ne fait référence à aucune «ethnie» spécifique ; il signifie «*Empire du Milieu*» (et «*République populaire de Chine*» se lit en chinois «*République populaire de l'empire du Milieu*» !). Le déclin de leur nation leur a été insupportable. C'est pourquoi l'intelligentsia chinoise a toujours tourné ses regards vers ceux des «modèles» extérieurs qui, de leur avis, leur permettraient de découvrir ce qu'il leur fallait faire pour rendre au pays sa place dans le monde moderne. Depuis «le 4 Mai 1919», ce modèle était soit celui du Japon (dont s'inspirait le *Kuomintang*) soit celui de la Russie révolutionnaire (qui s'est finalement imposé parce qu'il associait le combat contre l'impérialisme à une transformation sociale révolutionnaire engageant toute la population).

AMÉRICAIN. Aujourd'hui, le contexte a profondément changé : avec le Japon en crise, la Russie effondrée, l'Europe égarée..., la Chine risque de ne plus voir la modernité et le progrès qu'à travers «le modèle américain» –qui est pourtant celui de son adversaire principal.

Toutes les grandes révolutions (la française, la russe et la chinoise) ont réclamé –dès leurs débuts– la réalisation de promesses fantastiques. La République fraternelle et populaire, que 1793 voulait construire, avait pour mot d'ordre «*Tout, tout de suite*» ; le communisme –sous le drapeau duquel les Russes et les Chinois ont conduit leur révolution– a eu pour prémices des utopies créatrices que commandait un avenir désormais proche. On ne devrait donc pas être surpris si toutes les grandes dissidences par rapport à l'ordonnement séculaire des choses ont été suivies de reculs, de «restaurations», de «contre-révolutions».





Présentement, ces replis menacent la Russie de quasi-disparition en tant que nation, sans qu'on ne voie les signes d'un ressaisissement salutaire. Ils menacent aussi la Chine qui risque de s'embourber dans la voie d'un capitalisme périphérique sans avenir.

INVENTAIRE. Dresser la liste des phénomènes négatifs qui traduisent la réalité prégnante de ces dangers est assez simple. La nouvelle bourgeoisie chinoise n'est pas moins égoïste et vulgaire que ne le sont les bourgeoisies *compradores* du Tiers-Monde contemporain. Elle n'occupe pas le devant de la scène politique internationale, mais ne manque pas de moyens (de corruption entre autres) pour imposer ses choix dans le concert des nations.

Les jeunes de la nouvelle classe moyenne offrent le spectacle affligeant d'une servitude propre à «l'américanisation» de leurs envies, servitude derrière laquelle se cache une dépolitisation grave. Des jeunes ouvriers étaient envoyés en URSS afin d'apprendre à fabriquer des moteurs d'avion. Désormais, les fils de la nouvelle classe moyenne vont aux Etats-Unis apprendre comment «manager» les hôtels réservés aux ultra-riches.

Dans ces conditions l'avenir de la Chine reste incertain. La bataille du socialisme n'y a pas été gagnée. Mais elle n'a pas encore été perdue. Les luttes politiques et sociales peuvent, en tous cas, peser et infléchir le cours des évolutions. La classe politique dirigeante s'emploie à maîtriser ces luttes par le seul moyen de sa dictature bureaucratique. Des fragments de cette élite pensent également pouvoir circonvenir «une démocratie à l'américaine». A l'exception de quelques idéologues, les parvenus qui tiennent le haut du pavé acceptent sans difficulté le modèle de l'autocratie «à la manière asiatique», pourvu que celle-ci leur permettent d'assouvir leurs rêves de consommateurs.

De l'autre côté de la barricade, les classes populaires se battent pour défendre leurs droits économiques et sociaux. Parviendront-elles à unifier leurs combats, à inventer des formes d'organisation adéquates, à formuler un programme alternatif positif, à définir le contenu et les moyens de la démocratie qui peut le servir ?

A long terme, cela me paraît fort possible –compte-tenu de ce que j'ai dit concernant les peuples qui sont passés par l'expérience formidable des grandes révolutions. A moyen terme, je l'avoue : je n'en sais rien ❖

MALUS AU MALI

par Samir AMIN



Depuis 2012, un conflit armé oppose dans le nord du Mali l'armée malienne aux rebelles touaregs du *Mouvement national pour la libération de l'Azawad* (MNLA) et au mouvement salafiste *Ansar Dine*, alliés à d'autres groupes islamistes.

Le MNLA revendique l'autodétermination et l'indépendance de l'Azawad qui correspond aux régions de Kidal, Tombouctou et Gao.

Le gouvernement malien refuse de donner suite à ces revendications, défendant l'intégrité territoriale du pays.

Le mouvement *Ansar Dine* – de l'ancien combattant touareg Iyad ag Ghali – défend, lui, l'instauration d'une république islamique avec l'application de la charia.

Le 15 novembre 2012, le Président François Hollande reçoit le chef d'Etat nigérien à Paris pour discuter d'une intervention militaire et de la protection des exploitations française des mines d'uranium au Niger, à la frontière avec le Mali. Ce sera l'opération *Serval*.

Lancée en janvier 2013, elle s'achèvera en juillet de l'année suivante.

Les forces engagées dans le pays ont, depuis, intégré un dispositif régional – intitulé opération *Barkhane*.

JE suis de ceux qui condamnent par principe toute intervention militaire des puissances occidentales dans les pays du Sud. Ces interventions sont, par nature, soumises à des exigences impérialistes : le déploiement du contrôle de la planète par les multinationales. L'intervention française au Mali est-elle l'exception à la règle ? Oui et non. C'est la raison pour laquelle j'ai appelé à la soutenir – sans néanmoins penser le moins du monde qu'elle apportera de réponse à la dégradation continue des conditions politiques, sociales et économiques sévissant dans l'ensemble des pays de la région. Cette dégradation continue est la conséquence des politiques monopolistiques de la triade impérialiste (États-Unis, Europe, Japon) toujours en œuvre, comme elle est à l'origine de l'implantation de l'islam politique dans cet espace géographique.

L'islam politique (au-delà de la variété apparente de ses expressions) n'est pas « *un mouvement de renaissance de la foi religieuse* ».

RÉACTIONNAIRE. C'est une force archi-réactionnaire condamnant les peuples – qui sont les victimes éventuelles de l'exercice de son pouvoir – à la régression. Sur tous les plans.



D'ailleurs, ce pouvoir ne freine en rien le processus de dégradation et de paupérisation en cours depuis trois décennies. Au contraire, il en accentue le mouvement, dont il se nourrit lui-même. Dans cette situation de fait, les puissances de la triade –telles qu'elles sont et demeurent– voient, en l'intégrisme islamique, un allié stratégique. Le soutien systématique apporté par ces puissances à l'intégrisme religieux a été et reste l'une des raisons majeures des «succès» qu'il a enregistrés : les talibans d'Afghanistan, le *Front islamique du Salut* en Algérie, les «islamistes» en Somalie et au Soudan, ceux de Turquie, d'Égypte, de Tunisie et d'ailleurs... ont tous bénéficié de ce soutien à un moment décisif pour leur prise de pouvoir au plan local. Aucune des composantes dites «modérées» de l'islam politique ne s'est jamais dissociée véritablement des auteurs «salafistes» d'actes terroristes.

EXILÉS. Ils ont tous été accueillis «comme exilés» dans les pays du Golfe, lorsque c'était nécessaire.

En Libye hier, au Yémen aujourd'hui, ils continuent à être soutenus par ces mêmes puissances étrangères. En même temps, les exactions et les crimes qu'ils commettent sont parfaitement intégrés dans les discours justifiant leur soutien : ils permettent de donner de la crédibilité à la thèse d'*une guerre des civilisations* –ce qui facilite le ralliement «consensuel» des peuples, appartenant aux nations occidentales ●●●



Modibo KEÏTA

Le 20 juillet 1960, Modibo Keita est nommé chef du gouvernement de *la Fédération du Mali* (qui regroupe le Soudan français et le Sénégal). Après l'éclatement de cette fédération, le 22 septembre 1960, il proclame l'indépendance du Soudan français qui devient la République du Mali. Il en prend la présidence.

Keita orientera son pays vers une socialisation progressive de l'économie, d'abord de l'agriculture et du commerce. Ainsi, *la Société malienne d'importation et d'exportation* détiendra, seule, le droit d'exporter des produits maliens, d'importer des produits manufacturés ou des biens alimentaires (sucre, thé, lait en poudre...) et d'en organiser la distribution à l'intérieur du pays.

Modibo Keita –panafricaniste et tiers-mondiste convaincu– partageait ces qualités avec les grands nationalistes de son temps : Mouammar Kadhafi de Libye, Gamal Abdel Nasser d'Égypte, Kwame Nkrumah du Ghana, Ahmed Ben Bella d'Algérie....

Le 19 novembre 1968, le lieutenant Moussa Traoré organise un coup d'État et renverse Modibo Keita qu'il envoie en prison à Kidal. Modibo Keita meurt en détention à Bamako le 16 mai 1977 à l'âge de 61 ans, dans des circonstances suspectes

••• Les deux discours –la démocratie et la guerre au terrorisme– se complètent mutuellement dans cette stratégie. Il faut une bonne dose de naïveté pour croire que l'islam politique de certains –qualifié à ce titre de «*soft*»– serait soluble dans la démocratie. Il y a certes partage des tâches entre ceux-ci et les «sala-fistes» qui les déborderaient par leurs excès fanatiques, criminels, voire terroristes. Mais leur projet est commun : une théocratie archaïque par définition, aux antipodes de la démocratie même minimale.

GAGNER. Je suis donc de ceux qui souhaitent et espèrent que la guerre du Sahara sera gagnée, les islamistes éradiqués de la région, le Mali restauré dans ses frontières. Cette victoire est la condition nécessaire (mais pas suffisante) pour une reconstruction ultérieure de l'Etat et de la société malienne. Cette guerre sera longue, coûteuse et pénible et son issue reste incertaine. Il faudrait, en effet, que les forces armées françaises n'abandonnent pas le terrain avant la victoire, et qu'une armée malienne digne de ce nom soit reconstituée rapidement. Car il faut savoir que l'intervention militaire des autres pays africains ne pourra pas constituer l'élément décisif d'une issue victorieuse. La reconstruction de l'armée malienne relève du tout à fait faisable. Le Mali de Modibo Keita était parvenu à construire une force armée compétente et dévouée à la nation, suffisante pour dissuader les agresseurs comme le sont les membres d'*Al Qaida au Maghreb islamique* (AQMI) aujourd'hui. Cette force armée a été systématiquement détruite par la dictature de Moussa Traoré et n'a pas été reconstruite par ses successeurs. Présentement, l'obstacle à cette reconstitution est d'ordre financier : recruter des milliers de soldats et les équiper n'est pas à la portée des moyens actuels du pays – et les Etats africains ou *l'ONU* ne consentiront à pallier cette misère. L'enlèvement et la défaite ne seraient pas seulement une catastrophe pour les peuples africains, elles le seraient tout autant pour la France. Il n'y a pas grand chose à attendre des pays de *la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest*. Les gardes prétoriennes de la plupart de ces Etats n'ont d'armée que le nom.



Certes le Nigeria dispose de forces nombreuses et équipées, malheureusement peu disciplinées (c'est le moins que l'on puisse dire) ; et beaucoup de ses officiers supérieurs ne poursuivent pas d'autre objectif que le pillage des régions où elles interviennent. Le Sénégal dispose d'une force militaire compétente mais trop petite, à l'échelle du pays. Plus loin en Afrique, l'Angola et l'Afrique du Sud pourraient apporter des appuis efficaces ; mais leur éloignement géographique, et d'autres considérations, font courir le risque qu'ils n'en voient pas l'intérêt. Un engagement de la France –ferme, déterminé et pour toute la durée nécessaire– implique que la diplomatie de Paris prenne ses distances par rapport à ses partenaires de l'OTAN et de l'Europe. Cette partie est loin d'être gagnée et rien n'indique que le gouvernement français soit capable de l'oser.

En ce sens, le conflit entre les objectifs honorables de l'intervention française au Mali et la poursuite de la ligne diplomatique actuelle de Paris deviendra rapidement intolérable.

RESPONSABILITÉ. La France ne peut pas combattre les «islamistes» à Tombouctou et les soutenir en Syrie ! La diplomatie française, accrochée à l'OTAN et à l'Union européenne, porte ainsi une responsabilité indéniable dans les succès de l'islam féodal. Elle en a fourni la preuve éclatante avec l'aventure libyenne : le seul résultat tangible de l'opération armée décidée par Sarkozy, c'est la destruction de la Libye, devenue terre d'opération des seigneurs de guerre, directement à l'origine du renforcement d'AQMI au Mali.

Car les partisans de l'islam politique recrutent autant dans les milieux du grand banditisme que chez «les fous de Dieu» ●●●





... Au-delà du «djihad», leurs émirs –qui s'autoproclament les défenseurs intransigeants de la foi– s'enrichissent du trafic de la drogue (les talibans, l'AQIM), des armes (les seigneurs de guerre libyens), de la prostitution (les Kosovars). Or la diplomatie française, jusqu'à ce jour, soutient les mêmes –en Syrie notamment. Les médias français donnent crédit aux communiqués du prétendu «*Observatoire syrien des droits de l'Homme*» –une officine connue pour être celle des *Frères musulmans*, fondée par Ryad El Maleh, soutenue par la CIA et les services secrets britanniques. La France tolère que la prétendue «*Coalition nationale des forces de l'opposition et de la Révolution*» soit présidée par le Cheikh Ahmad El Khatib (un forcené adoubé par Washington), *Frère musulman* et auteur de l'incendie du quartier de Douma à Damas.

ÉTAT-CLIENT. La reconstruction du Mali ne peut être l'œuvre que des Maliens. Encore serait-il souhaitable qu'on les y aide plutôt que d'ériger des barrières qui rendent impossible cette renaissance. Les ambitions «coloniales» françaises –faire du Mali un État-client, à l'image de quelques autres dans la région– ne sont pas absentes des préoccupations élyséennes. «*La Françafrique*» a toujours ses porte-paroles. Mais un Mali reconstruit saurait affirmer –ou réaffirmer– rapidement sa volonté d'indépendance. Par contre, un Mali saccagé par l'intégrisme islamiste serait incapable, avant longtemps, de conquérir une place honorable sur l'échiquier régional et mondial. Comme la Somalie, il risquerait d'être effacé de la liste des États souverains dignes de ce nom. Le Mali avait accompli, à l'époque de Modibo Keïta, des avancées en termes de progrès économique et social, dans l'affirmation unitaire de ses différentes composantes ethniques.

Le premier Président du Mali indépendant était en effet parvenu à unifier –dans une même nation– les Bambara du Sud, les pêcheurs bozo, les paysans songhaï et les Bella de la vallée du Niger (de Mopti à Ansongo), et même fait accepter aux Touaregs l'affranchissement de leurs serfs... Il reste que, faute de moyens et de volonté après la chute de M. Keïta, les gouvernements de Bamako ont sacrifié les projets de développement du Nord. **LUCIDITÉ.** Certaines revendications des Touaregs étaient, de ce fait, parfaitement légitimes. Par ailleurs, Alger préconise de distinguer, dans la rébellion, les Touaregs (désormais marginalisés) –avec lesquels il faut discuter– des djihadistes venus d'ailleurs (et souvent parfaitement racistes à l'égard des «Noirs»). Dans ce cas-ci, l'Algérie fait preuve de lucidité.

Mais surtout la reconstruction du Mali passe désormais par le rejet pur et simple des «solutions» libérales qui sont à l'origine de tous ses problèmes. Or sur ce point fondamental, les conceptions de Paris demeurent celles qui ont cours à Washington, Londres et Berlin. Le concept d'«aide au développement», tel qu'on l'applique et l'envisage à l'Elysée, ne sort pas des litanies libérales dominantes.

Prétendre le contraire, c'est de l'aveuglement ❖





L'IMPLOSION

par Samir AMIN

Les discours euphoriques concernant «le grand rêve européen» fournissent le pain quotidien de la grande majorité des politiciens du continent, à gauche comme à droite. Seuls, paraît-il, «les populistes» (partagés entre extrême droite et extrême gauche, dit-on) rejeteraient le projet qui serait sans alternative pour l'avenir des peuples concernés. Et pourtant, les indicateurs d'une déception grandissante parmi les citoyens ne manquent pas. Dans ce texte magistral qui s'inscrit dans le prolongement de son œuvre, Samir Amin explique pourquoi l'Union européenne va imploser. Non seulement le projet d'Union actuel n'est pas viable, mais on ne pourra pas le transformer pour qu'il le devienne. Aussi, l'auteur préconise d'identifier des objectifs stratégiques, étape par étape. Une première avancée efficace serait la remise en question des politiques d'austérité, des pratiques autoritaires et antidémocratiques qui sont liées. Mais ces luttes se heurteront à la gestion de l'euro. Il faudra sortir de la monnaie unique et restaurer «la souveraineté monétaire» de chaque État. Il est évident que les conditions politiques, permettant de telles avancées, ne seront jamais réunies en même temps dans l'ensemble de l'Union européenne : «Ce miracle n'aura pas lieu». Il faudra donc accepter de commencer là où on le peut, dans un ou plusieurs pays –le processus faisant boule de neige.

LA construction de l'Union européenne, puis celle de «la zone euro», ont été conçues et édifiées pour assurer la domination exclusive des multinationales. Dans ce cadre, il nous faut d'abord analyser les contradictions qui, à mon avis, font que ce projet (et donc le projet européen qui en relève) n'est pas viable.

Mais, dira-t-on (en défense d'«un» projet européen qui a l'avantage d'exister), les structures européennes mises en place pourraient être transformées dans le bon sens. En théorie abstraite, certes. Mais quelles sont les conditions qui le permettraient ? A mon avis, un double miracle (est-il utile de le dire : je crois peu aux miracles).

Primo : que la construction transnationale européenne reconnaisse la réalité des souverainetés nationales, de la diversité des intérêts et des enjeux, et organise sur cette base l'institutionnalisation de son fonctionnement ; et, secundo, que le capitalisme –s'il s'agit de rester dans le cadre général de son mode de gestion de l'économie et de la société– puisse être contraint d'opérer d'une manière autre que celle que commande sa logique propre, aujourd'hui celle de la domination des monopoles généralisés.

INCAPABLES. Je ne vois pas d'indices indiquant que les européistes majoritaires acceptent de prendre en compte ces exigences. Je ne vois pas davantage que les europhiles de gauche (minoritaires) –qui en comprennent la nécessité– soient capables de mobiliser des forces sociales et politiques aptes à inverser le conservatisme de l'europhobie en place.

C'est pourquoi je conclus que l'Union européenne ne peut être autre que ce qu'elle est, et que celle-ci n'est pas viable. Le projet «européen» tel que le Traité de Maastricht le définit et celui de «la zone euro» ont été vendus aux opinions par une propagande mensongère et imbécile.

Aux uns –ceux qu'on pourrait qualifier de privilégiés relatifs parce qu'ils vivent dans une Europe de l'Ouest opulente–, on a raconté qu'en gommant les souverainetés nationales on mettrait un terme aux guerres haineuses qui avaient ensanglanté le continent. On comprend le succès assuré de ce genre d'argument. On y a même rajouté l'amitié de l'hyperdémocratie étatsunienne, le combat commun pour offrir les libertés au grand Sud arriéré –forme nouvelle de l'adhésion à des postures impérialistes... Aux autres (les pauvres hères des pays de l'Est), on a promis l'aisance par «le rattrapage» des niveaux de vie occidentaux.

TOUT CRUS. Les uns et les autres ont avalé, tout crus, ces racontars. A l'Est, on s'est même imaginé que l'adhésion à l'Union européenne permettrait rapidement l'avènement des standards de vie les plus élevés et que le prix en valait la chandelle. Ce prix –peut-être la punition pour avoir accepté «le soviétisme»– était celui d'un ajustement structurel pénible, de «quelques» années.

L'ajustement –c'est-à-dire «l'austérité» (pour les travailleurs, pas pour les milliardaires)– a été imposé. Mais il s'est soldé par un désastre social ●●●





... C'est ainsi que l'Europe de l'Est est devenue la périphérie de celle de l'Ouest. Une étude récente des plus sérieuses nous apprend que 80% des Roumains estiment qu'«*au temps de Ceaucescu, c'était mieux*»... Qu'ajouter de plus, en termes de délégitimation de la prétendue démocratie qui caractériserait l'Union européenne ? Les peuples concernés en tireront-ils la leçon ? Comprendront-ils que la logique du capitalisme n'est pas celle du rattrapage, mais au contraire de l'approfondissement des inégalités ?

NAÏVETÉ. Si la Grèce est aujourd'hui au cœur du conflit, c'est à la fois parce que la Grèce fait partie de «la zone euro», et que son peuple a cru échapper au sort des autres périphéries balkaniques (ex-«socialistes»). «Les Grecs» (je ne sais pas exactement ce que cela veut dire) pensaient (ou espéraient ?) qu'ils ne seraient pas loger à la même enseigne. Que l'Europe et l'euro fonctionneraient autrement pour eux. Les Grecs en sont pour leurs illusions naïves. Ils devraient savoir aujourd'hui que le système réduira leur sort à celui de leurs voisins, la Bulgarie et l'Albanie. Car la logique de «la zone euro» n'était pas différente de celle de l'Union européenne ; au contraire, elle en renforce la violence. D'une manière générale, la logique de l'accumulation capitaliste produit l'exacerbation des inégalités entre les nations (elle est à l'origine du contraste «centres / périphéries») ; et l'accumulation, dominée par les monopoles généralisés, renforce encore cette tendance immanente au système. On nous rétorquera que les institutions de l'Union européenne ont prévu les moyens de corriger les inégalités intra-européennes par des soutiens financiers appropriés destinés aux pays retardés de l'Union ; et l'opinion générale y a cru. En réalité, non seulement ces aides sont trop insuffisantes pour permettre «le rattrapage» mais, plus grave encore, elles facilitent la pénétration des monopoles généralisés en hystérisant la tendance au développement inégal.



«La zone euro» a été conçue pour accentuer encore davantage ce mouvement. Son caractère fondamental est défini par le statut de *la BCE*, qui s'interdit de prêter aux États nationaux (et même à un État supranational européen s'il existait, ce qui n'est pas le cas). Par contre, elle finance les banques à des taux ridiculement bas –lesquelles, à leur tour, tirent de l'achat des dettes publiques nationales une rente qui renforce plus encore leur domination. Ce qu'on appelle la financiarisation du système est inhérent à la stratégie des monopoles en question. Dès sa création, j'avais analysé ce système comme étant non viable, appelé à s'effondrer dès lors qu'une crise importante frapperait. C'est ce qui se produit sous nos yeux. J'avais soutenu que la seule alternative susceptible de soutenir une construction européenne graduelle et solide imposait le maintien d'une gestion nationale des monnaies articulées dans un serpent monétaire, lui-même conçu comme une structure de négociations sérieuses portant sur les taux de change et les politiques industrielles. Et cela jusqu'à ce que, éventuellement et beaucoup plus tard, la maturation des cultures politiques permette la mise en place d'un État européen confédéral se superposant aux États nationaux, sans annihiler ces derniers.

INHÉRENCE. «La zone euro» est donc entrée dans une crise prévisible qui menace réellement son existence, comme on finit par l'admettre même à Bruxelles. Car on ne voit pas que l'Union européenne soit devenue capable de conduire une autocritique radicale qui impliquerait l'adoption d'un autre statut pour la gestion de la monnaie et la renonciation au libéralisme inhérent aux Traités en vigueur •••



ATHÈNES octobre 2016. Manifestation contre une nouvelle diminution du montant des pensions.
Un retraité, blessé, après avoir été «gazé» par la police.



••• Les responsables de la faillite du projet européen ne sont pas ses victimes –les pays fragiles de la périphérie européenne– mais, à l’opposé, les pays (c’est-à-dire les classes dirigeantes de ces pays) qui ont été les bénéficiaires du système, l’Allemagne en premier lieu.

Le pire est donc encore à venir : le délitement sous une forme ou une autre –brutale ou graduelle– du projet européen, en commençant par celui de «la zone euro».

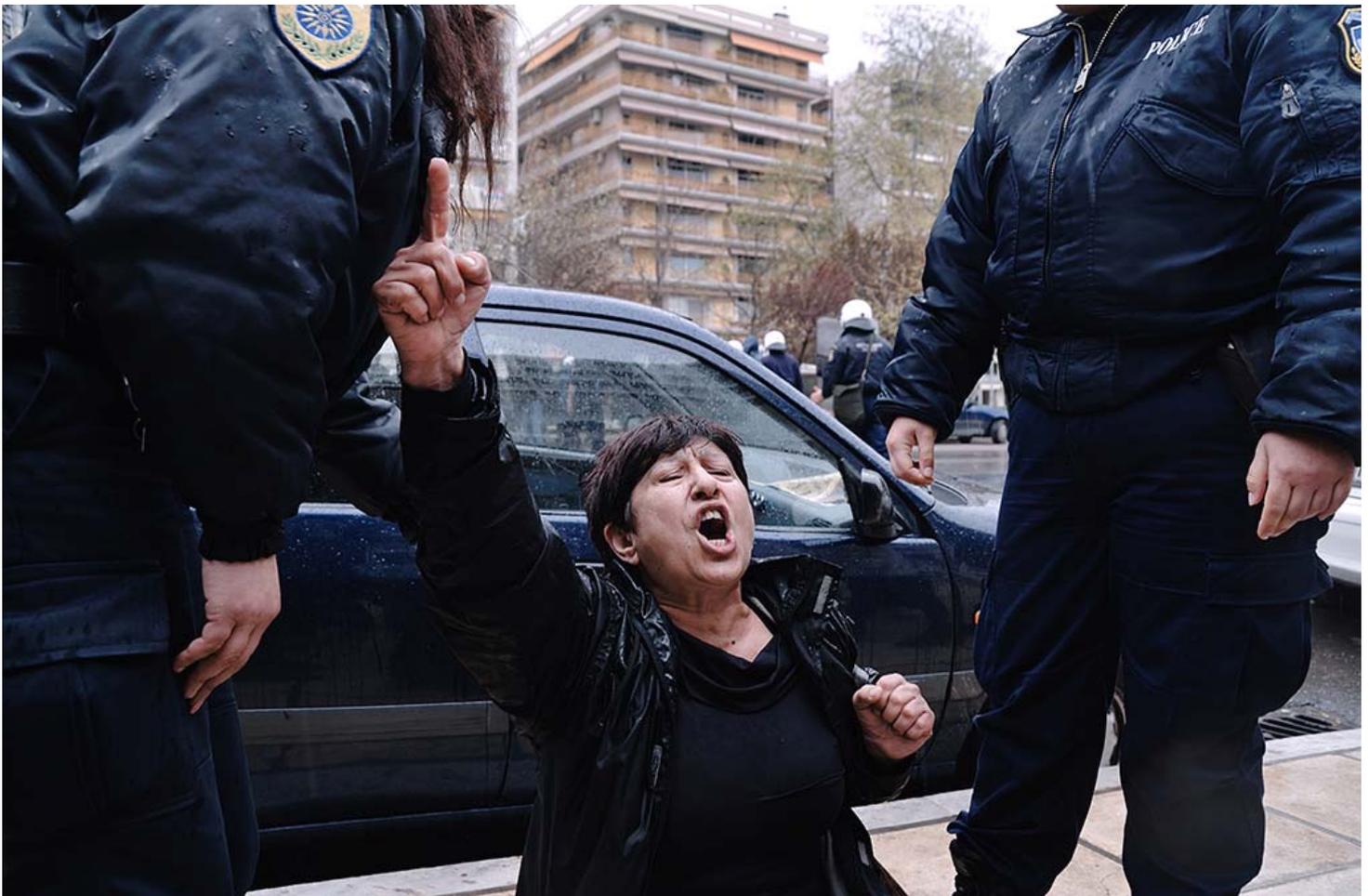
On retournerait alors à la case de départ : les années 30.

Y a-t-il une alternative moins désolante ? Certes oui, car les alternatives (au pluriel) existent toujours, en principe. Mais les conditions pour que l’une ou l’autre devienne réalité doivent être précisées. Il n’est pas possible de revenir à un stade antérieur de développement du capital, à un stade antérieur de la centralisation de son contrôle. On ne peut qu’aller de l’avant. C’est-à-dire : en partant du stade actuel de la centralisation du contrôle du capital, comprendre que l’heure de «*l’expropriation des expropriateurs*» a sonné. Il n’y a pas d’autre perspective viable possible.

ÉTAPISME. Cela dit, la proposition en question n’exclut pas la conduite de luttes qui, par étapes, vont dans sa direction. Au contraire, elle implique l’identification d’objectifs stratégiques d’étape et la mise en œuvre de tactiques efficaces. Se dispenser de ces préoccupations de stratégies d’étape et de tactique d’action, c’est se condamner à proclamer quelques slogans faciles («*A bas le capitalisme*») sans efficacité.

Dans cet esprit, une première avancée significative part de la remise en question des politiques dites d’austérité, associées d’ailleurs à la montée des pratiques autoritaires anti-démocratiques qu’elle exige. L’objectif de relance économique, en dépit de l’ambiguïté de ce terme («relance de quelles activités ?», «par quels moyens ?») lui est d’ailleurs associé tout naturellement.

Mais il faut savoir que cette première avancée se heurtera au système de gestion de l'euro par la *Banque centrale européenne*. De ce fait, je ne vois pas qu'il soit possible d'éviter de «sortir de l'euro» par la restauration de la souveraineté monétaire des États européens. Alors, et alors seulement, des espaces de mouvement pourront s'ouvrir, imposant la négociation entre partenaires européens et, par là même, la révision des textes organisant les institutions européennes. Alors, et alors seulement, des mesures pourront être prises amorçant la socialisation des monopoles. Je pense par exemple à la séparation des fonctions bancaires, voire à la nationalisation définitive des banques en difficulté ; à l'allègement de la tutelle que les monopoles exercent sur les producteurs agricoles, les petites et moyennes entreprises ; à l'adoption de règles de fiscalité fortement progressive ; au transfert de la propriété des entreprises – qui choisiraient la délocalisation– aux travailleurs et aux collectivités locales ; à la diversification des partenaires commerciaux, financiers et industriels par l'ouverture de négociations, notamment avec les pays émergents du Sud... Toutes ces mesures exigent l'affirmation de la souveraineté économique nationale et donc la désobéissance aux règles européennes qui ne les permettraient pas. Car il me paraît évident que les conditions politiques, autorisant de telles avancées, ne seront jamais réunies en même temps dans l'ensemble de l'Union européenne. Ce miracle n'aura pas lieu. Il faudra alors accepter de commencer là où on le peut, dans un ou plusieurs pays. Je reste convaincu que le processus engagé ne tarderait pas à faire boule de neige ❖



BREXIT !

par Samir AMIN



À gauche, la question de «la souveraineté» est un sujet conflictuel. Faut-il revendiquer cette notion ou la dépasser, voire la combattre ? Pour l'économiste franco-égyptien, c'est clair : confondre le précepte de souveraineté nationale avec le nationalisme revient à «annihiler toute possibilité de sortir de l'ordre libéral mondial». Samir, qui a conseillé de nombreux gouvernements du Tiers-Monde, se réfère aux luttes anticoloniales et anti-impérialistes, et notamment aux deux décennies qui ont suivi la Conférence de Bandung (1955). À cette époque, des régimes progressistes cherchaient à mettre en place «un développement autocentré» et à renforcer les coopérations entre pays du Sud. Au Royaume-Uni, la sortie de l'Union européenne rend présentement le débat sur la souveraineté plus actuel que jamais.

LA défense de la souveraineté nationale, comme sa critique, donne lieu à de graves malentendus.

Le bloc social dirigeant conçoit toujours la souveraineté comme un instrument nécessaire pour la promotion de ses propres intérêts, fondés à la fois sur l'exploitation capitaliste du travail et la consolidation de ses positions internationales.

Aujourd'hui, les pouvoirs politiques en charge de la gestion du système –au bénéfice exclusif des monopoles– conçoivent la souveraineté nationale comme l'instrument leur permettant d'améliorer leurs positions «compétitives» dans le système mondial. Les moyens économiques et sociaux déployés par chaque Etat (soumission du travail aux exigences des employeurs, organisation du chômage et de la précarité, segmentation du monde du travail) et les interventions politiques (y compris les interventions militaires) sont associés et combinés dans la poursuite d'un objectif exclusif : maximiser le volume de la rente accaparée par leurs monopoles «nationaux».

Le discours idéologique «néo»libéral prétend établir un ordre fondé exclusivement sur le marché généralisé, dont les mécanismes seraient autorégulateurs et productifs de l'optimum social (ce qui est évidemment faux) –à condition que la concurrence soit libre et transparente (ce qu'elle n'est jamais, et ne peut être à l'ère des monopoles).

VIRUS. Ce discours –imprégné du «virus libéral»– interdit de comprendre le fonctionnement réel du système, comme les fonctions que l'Etat et la souveraineté nationale y remplissent. Les USA donnent ainsi l'exemple manifeste d'une pratique continue de la souveraineté. Le droit «national» bénéficie aux Etats-Unis d'une suprématie réaffirmée sur le «droit international». Il en avait été de même dans les pays impérialistes de l'Europe des 19 et 20èmes siècles.

AVRIL 2016. **David CAMERON** –sûr de gagner le référendum– a tenu à lancer lui-même la campagne d'appels téléphoniques pour «Britain stronger in Europe». Il était accompagné pour la circonstance des anciens leaders libéral-démocrate **Paddy ASHDOWN** (à gauche) et travailliste **Neil KINNOCK**...



... Qu'ils y parviennent (et, à mon avis, ils ne sont pas engagés dans les voies qui le permettraient) ou pas... n'est pas notre problème. Qu'avons-nous à gagner en nous associant à nos adversaires pour redonner vie à l'ordolibéralisme en panne ? Cette crise crée, par contre, des chances d'avancées consistantes, voire audacieuses –à condition que les mouvements en lutte adoptent des stratégies qui s'en donnent l'objectif. L'affirmation de la souveraineté nationale s'impose alors, pour permettre ces avancées forcément inégales d'un pays à l'autre, mais toujours en conflit avec les logiques de l'ordolibéralisme. Le projet «souverainiste», social et démocratique proposé ici... n'a donc rien à voir avec les principes de la souveraineté «bourgeoise-capitaliste» ; il s'en distingue et doit être qualifié pour cette raison de «souveraineté populaire».

AMALGAME. L'amalgame entre ces deux concepts antinomiques, et à partir de là le refus rapide de tout «nationalisme» sans davantage de précision, annihile toute possibilité de sortir de l'ordolibéralisme. Malheureusement en Europe –et ailleurs– la gauche contemporaine, engagée dans les luttes, pratique souvent cet amalgame. Défendre la souveraineté nationale n'est pas simplement exiger une autre mondialisation «multipolaire» (fondée sur l'idée que l'ordre international doit être négocié entre des partenaires nationaux souverains, égaux en droit, et non imposé unilatéralement par les puissants). Encore faut-il répondre à la question : «Un monde multipolaire pour quoi faire ?».

Car celui-ci peut être conçu comme toujours régi par la compétition entre des systèmes acceptant chez eux le néolibéralisme ; ou, en contrepoint, comme un cadre ouvrant des marges de manœuvre aux peuples qui veulent sortir de cet ordolibéralisme. Il faut donc préciser la nature de l'objectif poursuivi dans le cadre du système multipolaire proposé. Comme toujours, dans l'Histoire, un projet national peut être hybride, traversé de contradictions entre les tendances qui s'y déploient –les unes favorables à une construction nationale capitaliste ; et les autres qui se donnent des objectifs subversifs, allant au-delà par leurs contenus sociaux progressistes.

Bien que l'implosion du projet européen (et en particulier du sous-système de l'euro) soit déjà amorcée depuis des années, le *Brexit* en constitue d'évidence une manifestation majeure.

Le projet européen avait été conçu dès l'origine en 1957 comme l'instrument mis en œuvre par les monopoles des grandes puissances (France et Allemagne en tête) –avec le soutien des Etats-Unis– pour désamorcer le risque de dérapages socialistes, radicaux ou modérés. Le Traité de Rome, en inscrivant dans le marbre le caractère sacré de la propriété privée, rendait désormais illégale toute aspiration au socialisme –comme l'avait précisé, à l'époque, Valéry Giscard d'Estaing. Pour donner le change à l'opinion, le caractère irréprensible d'une construction en béton armé (constitutionnalisée par l'adoption du Traité de Maastricht) a été accompagné d'une propagande effrénée : le projet européen aurait vocation à abolir les souverainetés nationales des Etats de l'Union, ces souverainetés (dans leur forme bourgeoise / impérialiste) qui avaient été à l'origine des massacres sans précédents des deux grandes guerres du 20ème siècle.

De ce fait, le projet européiste a bénéficié d'un écho favorable parmi les jeunes générations, faisant miroiter une souveraineté européenne démocratique et pacifiste, prenant la relève des souverainetés nationales guerrières du passé. En réalité, les souverainetés des Etats n'ont jamais été abolies, mais mobilisées pour faire accepter l'ordolibéralisme, devenu le cadre nécessaire pour garantir aux monopoles –désormais financiarisés– le pilotage de la gestion économique, sociale et politique des sociétés européennes ; et cela quelles que soient les évolutions possibles des opinions. Le projet européen est fondé sur un déni absolu de la démocratie (entendue comme l'exercice du choix entre des projets sociaux alternatifs) qui va bien au-delà du «déficit de démocratie» invoqué à l'endroit des bureaucraties de Bruxelles. Il en a donné des preuves répétées ; et il a *de facto* annihilé la crédibilité des élections dont les résultats ne sont légitimes que dans la mesure où ils sont conformes aux exigences de l'ordolibéralisme.

L'Allemagne a été en mesure, dans le cadre de cette construction européenne, d'affirmer son hégémonie. De la sorte, la souveraineté (bourgeoise / capitaliste) allemande s'est érigée en substitut à une souveraineté européenne inexistante. Les partenaires européens sont invités à s'aligner sur les exigences de cette souveraineté supérieure à celle des autres. L'Europe est devenue l'Europe allemande, en particulier dans «la zone euro» dont Berlin gère la monnaie au bénéfice préférentiel des *konzern* allemands.

EURO ALLEMAND. On se garde de tirer la conclusion de faits évidents : que le modèle allemand empoisonne l'Europe, Allemagne comprise. L'ordolibéralisme est à l'origine de la stagnation tenace du continent, associé à des politiques d'austérité permanentes ...



»So wahr mir Gott helfe.«

••• L'ordolibéralisme est donc un système irrationnel dès lors qu'on se situe dans une perspective émancipatrice pour la population de tous les pays de l'Union (Allemagne compris), et que l'on veut établir dès maintenant les conditions écologiques de reproduction de la vie économique et sociale. Par ailleurs, l'ordolibéralisme entraîne l'aggravation sans fin de l'inégalité entre les partenaires ; il est à l'origine des excédents commerciaux de l'Allemagne et des déficits symétriques des autres. Mais l'ordolibéralisme constitue une option parfaitement rationnelle du point de vue des grands groupes financiers auxquels il garantit la croissance continue de leurs rentes de monopole.

PAS VIABLE. Ce système n'est pas viable. Non pas parce qu'il se heurte aux résistances grandissantes de ses victimes (inefficaces jusqu'à ce jour), mais du fait de sa contradiction interne propre : la croissance de la rente des monopoles impose la stagnation et la détérioration aggravée sans cesse du statut des partenaires plus fragiles (Grèce et autres). Le capitaine qui est à la barre dirige le navire européen droit sur des récifs visibles. Les passagers l'implorant de changer de cap ; sans résultat. Le capitaine, protégé par une garde prétorienne (Bruxelles, la Banque centrale...), reste invulnérable. Il n'est plus d'autre choix que de jeter les canots à la mer. C'est certes dangereux, mais enfin moins que ne l'est le naufrage assuré. L'image aidera à comprendre la nature des deux options entre lesquelles les critiques du système européen en place hésitent à choisir. Les uns avancent qu'il faut rester à bord ; faire évoluer la construction européenne dans de nouvelles directions, respectueuses des intérêts des majorités populaires. Ils s'entêtent en dépit des échecs à répétition des luttes s'inscrivant dans cette stratégie. Les autres appellent à quitter le navire, comme en témoigne le choix des Anglais. Quitter l'Europe, mais pour quoi faire ? Les campagnes de désinformation orchestrées par le clergé médiatique au service de l'ordolibéralisme contribuent à brouiller les cartes. L'amalgame est entretenu entre toutes les formes possibles d'usage de la souveraineté nationale, présentées toutes comme « *démagogiques* », « *populistes* », « *irréalistes* », « *chauvines* », « *dépassées* », « *nauséabondes* ». Le public est matraqué par les discours sur la sécurité et l'immigration, tandis que la mise en évidence des responsabilités de l'ordolibéralisme dans la dégradation des conditions des travailleurs est évacuée. Malheureusement, des segments entiers de la gauche entrent dans ce jeu manipulé.

Pour ma part, je dis qu'il n'y a rien à attendre du projet européen, qui ne peut être transformé de l'intérieur ; il faut le déconstruire pour éventuellement le reconstruire par la suite, sur d'autres bases.





Parce qu'ils se refusent à rejoindre cette conclusion, la plupart des mouvements en conflit avec l'ordolibéralisme demeurent dans l'hésitation pour ce qui est des objectifs stratégiques de leurs combats : sortir ou rester dans l'Europe (ou dans l'euro) ? Dans ces conditions, les arguments invoqués par les uns et les autres sont divers à l'extrême, portant souvent sur des questions insignifiantes, parfois sur les faux problèmes orchestrés par les médias (la sécurité, les immigrants), conduisant à des choix nauséeux, rarement sur les défis véritables. La sortie de l'OTAN par exemple est rarement invoquée. Il reste que la vague montante qui s'exprime dans le rejet de l'Europe (comme le *Brexit*) reflète l'effacement des illusions sur la possibilité de sa réforme.

Néanmoins, la confusion effraie. La Grande-Bretagne n'entend certainement pas mettre en œuvre sa souveraineté pour s'engager dans une voie qui s'écarterait de l'ultralibéralisme. Au contraire, Londres souhaite s'ouvrir encore davantage sur les Etats-Unis (la Grande-Bretagne ne retient pas les réticences de certains Européens à l'endroit du Traité de libre-échange transatlantique), les pays du *Commonwealth* et les pays émergents du Sud.

Rien d'autre ; et certainement pas un meilleur programme social. Par ailleurs pour les Britanniques, l'hégémonie allemande est moins acceptable qu'elle ne semble l'être pour d'autres, en France et en Italie.

FASCISTES. Les fascistes européens proclament leur hostilité à l'Europe et à l'euro. Mais on doit savoir que leur conception de la souveraineté est celui de la bourgeoisie capitaliste ; leur projet est celui de la recherche de la compétitivité nationale dans le système de l'ordolibéralisme, associé à des campagnes crapuleuses contre les immigrants.

Les extrémistes de droite ne sont jamais les défenseurs de la démocratie, pas même électorale (sauf par opportunisme), encore moins d'une démocratie plus avancée. «Rejet de l'Europe» : cet épouvantail agité par les organisations fascistes paralyse les luttes engagées contre l'ordolibéralisme.

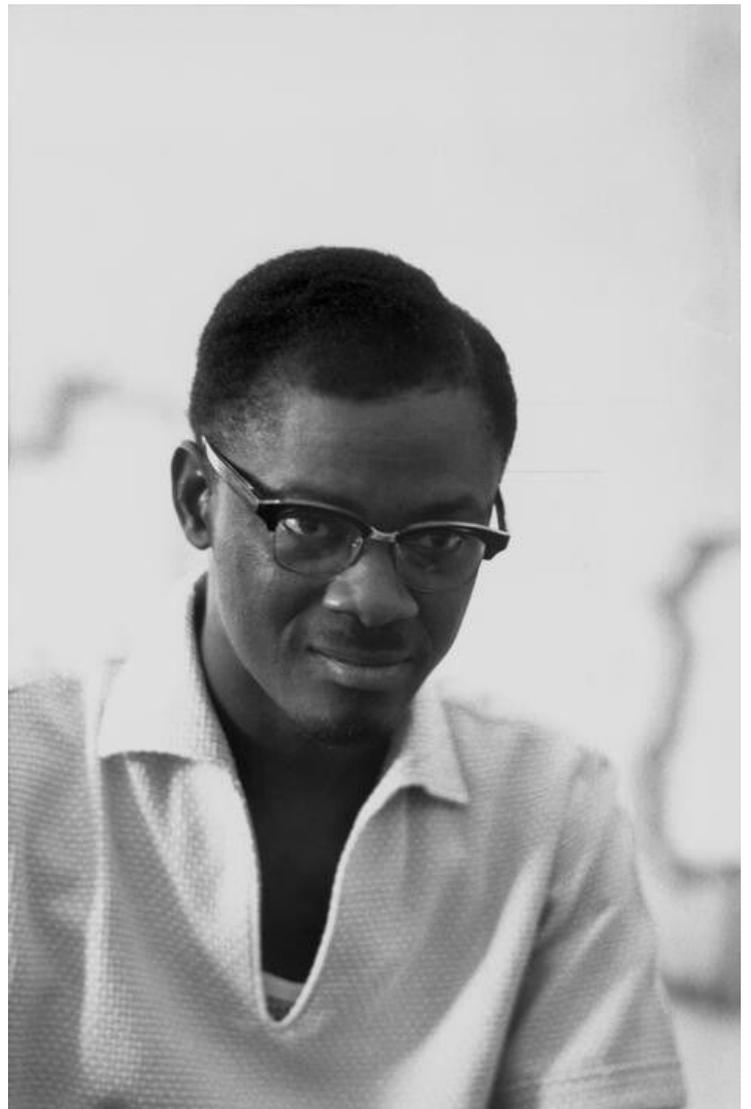
Argument fréquemment invoqué ? «Comment pouvons-nous faire cause commune contre Bruxelles avec ces fanatiques ?»...

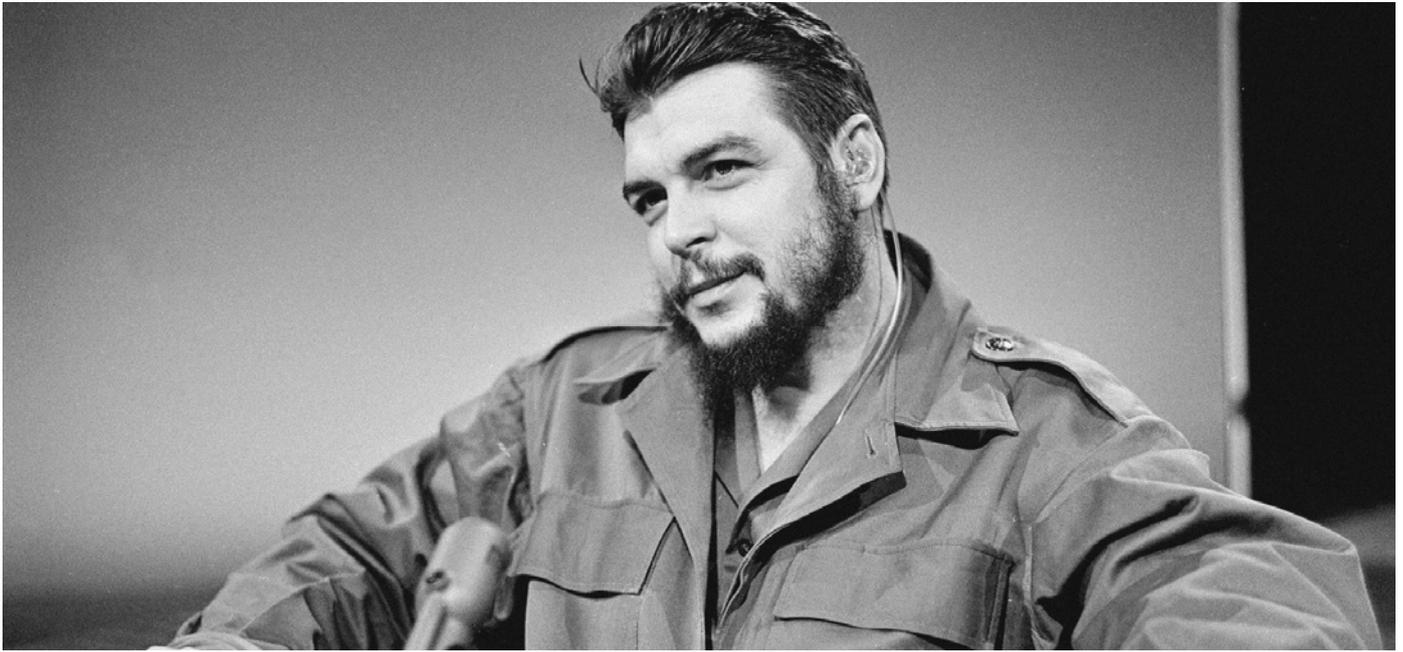
Cette confusion fait oublier que le succès de l'extrême droite est précisément le produit de la timidité de la gauche radicale. Si celle-ci avait défendu avec audace un projet de souveraineté –en explicitant son contenu populaire et démocratique, associé à la dénonciation du nationalisme réactionnaire avancé par la droite ultra–, elle aurait engrangé les voix qui vont aujourd'hui aux fascistes et aux néonazis ❖

UN TEMPS D'AVANCE

par Samir AMIN

Peut-on sortir des contraintes imposées par le système économique mondial ?
Le tenter ne conduit-il pas nécessairement à la terne stagnation du socialisme des casernes ?
Quelle est la marge de manœuvre dont dispose chacun des États du Tiers-Monde ?
Samir Amin a mêlé dans son œuvre une « économie politique de la décolonisation » avec la « critique de l'économie politique de la mondialisation ».
Dès le début des années soixante, il inscrit ses travaux sur le développement dans une double perspective : la mondialisation d'une part et, de l'autre, le débat sur le passage au socialisme.
Dépasser le capitalisme ? Cette question nécessite un travail de deuil – travail nécessaire si l'on veut explorer les voies d'un socialisme réellement émancipateur : l'échec des tentatives soviétiques.
Confronté aux réalités des transformations sociales et de la planification dans les pays nouvellement indépendants, Samir Amin expérimente l'importance des débats théoriques et le renouvellement que leur apporte la décolonisation.
Son analyse du modèle maoïste est très éclairante à ce sujet.
Elle intègre une critique radicale de ce qui s'est passé en URSS et met en évidence l'importance des alliances sociales fondées sur la réduction des inégalités de revenus entre villes et campagnes, entre ouvriers et paysans, entre régions.
La discussion sur la transition est d'ailleurs constante chez Amin.
Ainsi faut-il considérer sa thèse essentielle : la transition peut se préparer désormais dans les périphéries, là où les rapports de forces sont moins figés, où le neuf peut faire son chemin, où l'imagination des dominés et des oubliés peut découvrir les vulnérabilités des dominants.





LA conjoncture historique impose à la gauche radicale d'avoir de l'audace dans la formulation de son alternative politique au système en place.

Première réponse : «La régulation des marchés (financiers et autres)». Il s'agit là d'initiatives que les monopoles et les pouvoirs à leur service prétendent envisager. En fait, il ne s'agit –dans leur chef– que d'une rhétorique creuse, destinée à tromper les opinions publiques. Ces initiatives ne peuvent pas arrêter la course folle à la rentabilité financière, qui est le produit de la logique de l'accumulation commandée par les grands conglomérats. Elles ne constituent donc qu'une fausse alternative.

CHIMÈRE. Deuxième réponse : «Le retour aux modèles de l'après-guerre».

Cette chimère alimente une triple nostalgie : la refondation d'une «social-démocratie» véritable en Occident ; la résurrection des «socialismes» fondés sur les principes ayant gouverné le 20ème siècle ; la résurgence du nationalisme populaire dans les périphéries du Sud.

Comme on peut le deviner, ces nostalgies imaginent pouvoir «faire reculer» le capitalisme des monopoles, en l'obligeant à régresser sur les positions qui étaient les siennes en 1945. Elles ignorent que l'Histoire ne permet jamais de tels retours en arrière. Il faut s'attaquer au capitalisme tel qu'il est aujourd'hui, et non à ce qu'on aurait souhaité qu'il soit, en imaginant le blocage de son évolution.

Il reste que ces nostalgies continuent à hanter les narrations que déclament de nombreuses formations de gauche à travers le monde ...

UN TEMPS D'AVANCE



••• Troisième réponse : «La recherche d'un consensus "humaniste"». Je définis ce vœu pieux de la manière suivante : imaginer qu'une bonne entente, associant les porteurs d'intérêts fondamentalement conflictuels, serait possible. L'écologie bobôisée, entre autres, partage cette naïve espérance.

Quatrième réponse : «Les illusions passésistes». Ces illusions invoquent *«la spécificité et le droit à la différence»* sans se soucier d'en comprendre la portée et le sens. Le passé aurait déjà répondu aux questions d'avenir. Ces «culturalismes» peuvent revêtir des formes parareligieuses ou ethniques. Les théocraties et les ethnocraties constituent alors des substituts commodes aux luttes sociales démocratiques qu'elles évacuent de leur agenda.

«DÉMOCRATIE». Cinquième réponse : «La priorité aux "libertés individuelles"». L'éventail des porte-paroles revendiquant cette présence –considérée comme «la valeur suprême» et même exclusive– intègre dans ses rangs les inconditionnels de la démocratie «électorale représentative», assimilée à la démocratie tout court. La formule décrédibilise ainsi le concept même de démocratie, réduite au statut de farce tragique. Mais cette posture endosse des formes encore plus dangereuses. Je fais référence ici à certains courants «postmodernistes» («à la "Toni Negri"» en particulier) qui imaginent que l'individu est déjà devenu le sujet de l'Histoire, comme si le communisme –qui permettra à l'individu, réellement émancipé des aliénations marchandes, de devenir effectivement le sujet de l'Histoire– était déjà là...

Or on voit bien que toutes ces réponses ne sont pas sans trouver d'échos puissants parmi les gens de gauche.

«Alors, que faire ?»... Le moment nous offre l'occasion historique d'aller bien plus loin ; il impose, comme seule réponse efficace, une radicalisation audacieuse dans la formulation d'alternatives capables de faire passer les travailleurs et les peuples à l'offensive, de mettre en déroute la stratégie belliciste de l'adversaire.

Ces formulations, fondées sur l'analyse du capitalisme contemporain réellement existant, doivent tourner le dos aux nostalgies du passé et aux illusions identitaires ou consensuelles. Il faut, en effet, socialiser la propriété des monopoles ; définancieriser la gestion de l'économie ; démondialiser les rapports internationaux.

DICTATURE. Le capitalisme contemporain est un capitalisme de monopoles généralisés. Les monopoles constituent désormais non plus des îles (fussent-elles importantes) dans un océan de firmes qui ne le sont pas –et, de ce fait, encore relativement autonomes– mais un système intégré : quelques groupes monopolistes contrôlent désormais l'ensemble de tous les systèmes productifs. Les petites et moyennes entreprises –et même les grandes entreprises qui ne relèvent pas elles-mêmes de la propriété formelle des ensembles oligopolistiques concernés– sont enfermées dans des réseaux de subordination mis en place en amont et en aval. Leur marge d'autonomie s'est rétrécie comme une peau de chagrin. Ces unités de production sont devenues des sous-traitants des multinationales. Ce système des monopoles généralisés est le produit de la centralisation du capital dans les pays de «la triade» (Etats-Unis, Europe occidentale et centrale, Japon) qui s'est déployée au cours des années 1980 et 1990. «*La mondialisation*» est le nom qu'ils ont eux-mêmes donné à l'ensemble des exigences par lesquelles ils exercent leur contrôle sur les systèmes productifs des périphéries du capitalisme mondial (le monde entier au-delà des partenaires de «la triade»). Il ne s'agit de rien d'autre que d'une étape nouvelle de l'impérialisme.

Le capitalisme des monopoles généralisés et mondialisés constitue un système qui assure à ces puissances économiques la ponction d'une rente prélevée sur la masse de la plus-value (transformée en profits) que le capital extrait de l'exploitation du travail. Dans la mesure où ces groupes monopolistes opèrent dans les périphéries du système mondialisé, cette rente de monopole devient une rente impérialiste. Ce déplacement du centre de gravité de l'accumulation du capital accélère ainsi la concentration continue des revenus et des fortunes au bénéfice des groupes oligopolistiques, au détriment des rémunérations du travail et même des rémunérations du capital non monopolistique ●●●



UN TEMPS D'AVANCE

... Ce déséquilibre asymptotique est lui-même, à son tour, à l'origine de «la financiarisation» du système économique. J'entends par là qu'une fraction croissante du surplus ne peut plus être investie dans l'élargissement et l'approfondissement des systèmes productifs et que les placements «financiers» de cet excédent croissant constituent alors la seule alternative possible pour poursuivre l'accumulation exigée par les monopoles.

La mise en place de mesures permettant cette financiarisation opère par différents moyens, inventés et imposés à cet effet : la soumission de la gestion des firmes au principe de «la valeur actionnariale» ; la substitution des systèmes de retraites par capitalisation (les fonds de pension) aux systèmes de retraites par répartition ; l'adoption du principe des «changes flexibles» ; l'abandon du principe de la détermination du taux de l'intérêt –le prix de «la liquidité»– par les Banques centrales et le transfert de cette responsabilité au «marché».

COMMANDEMENT. Une trentaine de banques géantes de «la triade» assument le commandement de cette nouvelle forme de dictature de la finance. Ce qu'on appelle pudiquement «les marchés» ne sont alors rien d'autres que les lieux où se déploient les stratégies de ces agents dominant la scène économique. A son tour, cette financiarisation –qui accroît l'inégalité dans la répartition des revenus (et des fortunes)– génère le surplus grandissant dont elle se nourrit. «Les placements financiers» (ou encore les placements de spéculation financière) poursuivent leur croissance à des rythmes insensés, sans commune mesure avec ceux de «la croissance du PIB» (elle-même devenue ainsi largement fictive) ou ceux de l'investissement dans l'appareil productif. Parallèlement, la progression vertigineuse des placements financiers exige et alimente... celle de la dette – dans toutes ses formes, et en particulier celle de la dette souveraine.

C'est ce système –qualifié vulgairement de «néolibéral», alors qu'il s'agit du capitalisme à l'heure des monopoles généralisés, «mondialisés» (impérialistes) et financiarisés– qui impose sous nos yeux. Cet «ordre désordonné», incapable de surmonter ses contradictions internes grandissantes, est condamné à poursuivre sa course folle. Car «la crise» du système est due à son propre «succès». En effet jusqu'à ce jour, la stratégie déployée par les monopoles a toujours donné les résultats recherchés: des plans d'«austérité» à n'en plus finir –en termes de restrictions salariales, de flexibilisation des métiers et des statuts, de licenciements massifs...





C'est donc une guerre ouverte et déclarée aux travailleurs et aux peuples. Cette stratégie trouve sa formulation dans la sentence : «*Le libéralisme n'est pas négociable*». Autrement dit : le capital des monopoles poursuivra son offensive destructrice et n'est pas prêt à en ralentir le rythme. Les critiques que je formule à l'encontre des propositions de «régulation» s'inscrit dans cette évidence.

Nous ne sommes pas dans un moment historique où la recherche d'un «compromis social» constituerait une alternative possible. Il y a eu de tels moments dans l'Histoire –comme par exemple dans l'après-guerre, avec les compromis propres à l'Etat social-démocrate en Occident, au socialisme réellement existant de l'Est, aux projets nationaux populaires du Sud. Mais notre moment historique n'est plus de ceux-là. Le conflit oppose aujourd'hui frontalement le capital des monopoles aux travailleurs et aux peuples –invités à une capitulation sans condition.

Les stratégies défensives de résistance sont, dans ce contexte, inefficaces, appelées à être toujours finalement vaincues. D'autant plus que cette conjoncture de guerre sociale s'accompagne d'une prolifération de conflits politiques internationaux et d'interventions militaires. La stratégie de «contrôle militaire de la planète» par les forces armées des Etats-Unis et de leurs alliés subalternes de l'OTAN constitue –en dernier ressort– le seul moyen par lequel les monopoles impérialistes de «la triade» peuvent espérer poursuivre leur domination sur les peuples, les nations et les Etats du Sud.

DÉMONDALISER. «Démondialiser les rapports internationaux» ? Je reprendrai ici le terme de «*déconnexion*» que j'ai proposé il y a déjà un demi-siècle, auquel la langue contemporaine semble substituer le synonyme de «*déglobalisation*» ou «*démondialisation*».

Je rappelle que je n'ai jamais entendu par «*déconnexion*» un repli autarcique, mais une inversion stratégique dans la vision des rapports «internes / externes», en réponse aux exigences incontournables d'un développement autocentré. La déconnexion favorise la reconstruction d'une mondialisation fondée sur la négociation, et non la soumission aux intérêts exclusifs des monopoles impérialistes. Elle favorise la réduction des inégalités internationales ...

UN TEMPS D'AVANCE



●●● L'impérialisme, dans les formes qui ont été les siennes jusqu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, avait construit le contraste «centres impérialistes industrialisés / périphéries dominées, interdites d'industries». Les victoires des mouvements de libération nationale ont amorcé l'industrialisation des périphéries, à travers la mise en œuvre de politiques de déconnexion exigées par leur option en faveur d'un développement autocentré. Associées à des réformes sociales plus ou moins radicales, ces déconnexions ont créé les conditions de «l'émergence» ultérieure de ceux de ces pays qui étaient allés le plus loin dans cette voie –avec la Chine en tête de peloton. Cependant l'impérialisme de «la triade» –contraint de reculer et de «s'ajuster» aux conditions de cette époque révolue– s'est reconstruit sur des bases nouvelles, fondées sur des «avantages» dont il entend garder le privilège : le contrôle des technologies de pointe ; l'accès exclusif aux ressources naturelles de la planète ; un système monétaire et financier intégré à l'échelle mondiale ; des systèmes hégémoniques de communication et d'information ; la suprématie des armements de destruction massive.

«**SUCCÈS**». Aujourd'hui, la forme principale de la déconnexion se définit dès lors par la remise en cause de ces cinq privilèges. Les pays émergents sont engagés sur cette voie, avec plus ou moins de détermination évidemment. Certes leur succès antérieur leur a permis, au cours des deux dernières décennies, d'accélérer leur développement (industriel, en particulier) dans le système mondialisé «libéral» et par des moyens «capitalistes» ; et ce succès a alimenté des illusions concernant la possibilité de poursuivre dans cette voie, de se construire comme de nouveaux «partenaires capitalistes égaux». La tentative de «coopter» les plus prestigieux de ces pays par la création du *G20* a encouragé ces illusions. Mais, avec l'implosion en cours du système impérialiste (qualifié de «mondialisation»), ces mystifications sont appelées à se dissiper. Le conflit entre les puissances impérialistes de «la triade» et les pays émergents est déjà visible, et est appelé à s'aggraver. Si elles veulent aller de l'avant, les sociétés des pays émergents seront contraintes de se tourner davantage vers des modes de développement autocentrés –tant au plan national que par le renforcement des coopérations «Sud-Sud». L'audace consiste ici à s'engager avec fermeté et cohérence dans cette voie, en associant les mesures de déconnexion qu'elle implique à des avancées sociales progressistes.

L'objectif de cette radicalisation est triple et associe la démocratisation de la société, le progrès social et des postures anti-impérialistes conséquentes. Un engagement dans cette direction est possible, non pas seulement dans les sociétés des pays dits « émergents », mais également dans les « laissés-pour-compte » du grand Sud. Ces pays avaient été véritablement recolonisés à travers les programmes d'ajustement structurel des années 1980. Leurs peuples sont désormais en révolte ouverte, qu'ils aient déjà marqué des points (en Amérique du Sud) ou pas encore (dans le monde arabe). Le courage consiste ici – pour les gauches radicales dans les sociétés en question – de prendre la mesure du défi et de soutenir la poursuite et la radicalisation nécessaire des luttes en cours.

TÉMÉRITÉ. La déconnexion des pays du Sud prépare la déconstruction du système impérialiste en place. La chose est particulièrement visible dans les domaines concernés par la gestion du système monétaire et financier mondialisé, comme il l'est par l'hégémonie du dollar. Mais attention : il est illusoire de penser pouvoir substituer à ce système un « autre système monétaire et financier mondial » mieux équilibré et plus favorable au développement des périphéries.

Comme toujours, la recherche d'un « consensus » international – permettant cette reconstruction par en haut – relève de l'attente du miracle. Ce qui est à l'ordre du jour, c'est la déconstruction du système en place – son implosion – et la reconstruction de systèmes alternatifs nationaux (pour les pays-continentaux) ou régionaux, comme certains projets de l'Amérique du Sud en amorçaient la construction. La témérité consiste à aller de l'avant avec la plus grande résolution possible, sans mésestimer les ripostes de l'impérialisme aux abois •••

UN TEMPS D'AVANCE



••• Cette même problématique de «la déconnexion / déconstruction» concerne l'Europe, mise en place comme sous-ensemble de la mondialisation dominée par les monopoles. Le projet européen a été pensé, dès l'origine, et construit systématiquement pour déposséder les peuples concernés des moyens d'exercer leur pouvoir démocratique. L'Union européenne a été placée dans un régime de protectorat exercé par les monopoles. Avec l'implosion de «la zone euro», cette soumission –qui abolit la démocratie, réduite au statut de comédie– prend des allures extrêmes : comment «les marchés» (c'est-à-dire les multinationales) et les agences de notation (c'est-à-dire encore les monopoles) réagissent-ils ? Voilà la seule question dorénavant posée, c'est un comble !

Dans une telle configuration, il n'y a qu'une seule issue salvatrice : «désobéir» aux règles imposées par les Traités européens. Autrement dit : déconstruire les institutions de l'Europe et de «la zone euro». Telle est la condition incontournable pour la reconstruction ultérieure d'une «autre Europe» (des peuples et des nations).

ÉCOLOGISER. Marx, en son temps, n'avait pas simplement effleuré la question agraire et le problème de la dette écologique. Il en avait formulé les ressorts, par la distinction rigoureuse entre la valeur et la richesse –confondues par l'économie vulgaire. Marx dit explicitement que l'accumulation capitaliste détruit les bases naturelles sur lesquelles elle se fonde : l'homme (le travailleur aliéné et exploité, dominé et opprimé) et la terre (symbole de la richesse naturelle offerte à l'humanité). Et quelles que soient les limites des réflexions marxiennes, prisonnières comme toujours de celles de l'époque, elles n'en demeurent pas moins la manifestation d'une conscience lucide (au-delà de l'intuition) qui mérite d'être reconnue. Il est donc regrettable que les écologistes de notre époque n'aient pas lu Marx. Cela leur aurait permis d'aller plus loin dans leurs propres propositions, d'en mieux saisir la portée révolutionnaire et même, évidemment, d'aller plus loin que Marx lui-même sur ce sujet.

Cette déficience de l'écologie moderne facilite ainsi sa récupération par l'idéologie dominante. On le voit déjà : les oligopoles se sont emparés de l'écologisme pour justifier l'ouverture de champs nouveaux à leur expansion destructrice. «Le capitalisme vert», sous l'effigie du «développement durable», est désormais l'objet de toutes les attentions déclamatoires. En réalité, au nom de «la soutenabilité», il s'agit de poursuivre le même projet : marchandiser «l'accès aux ressources de la planète» –en proposant «la mise aux enchères des ressources naturelles mondiales».





Comme on le sait, la question du développement n'a été à l'ordre du jour de l'agenda international que lorsque les pays du Sud ont été en mesure de l'imposer par leurs initiatives propres –contraignant les grandes puissances à négocier et faire des concessions. La Conférence de Bandung en 1955 a ainsi réuni pour la première fois les représentants de vingt-neuf pays africains et asiatiques –dont Gamal Abdel Nasser (Égypte), Jawaharlal Nehru (Inde), Soekarno (Indonésie) et Zhou Enlai (Chine). Cette initiative inaugurale avait marqué l'entrée, sur la scène internationale, des pays décolonisés du «Tiers-Monde».

Or une fois l'ère de Bandung affaissée, il n'a plus été question de développement, mais seulement d'ouverture des marchés. Et l'écologie, entendue comme elle l'est par les pouvoirs dominants, vient à point nommer pour prolonger cet état de fait.

UN MOMENT CRUCIAL. Aujourd'hui, nous sommes dans une période cruciale de l'Histoire humaine. La seule légitimité du capitalisme est d'avoir créé les conditions de son dépassement socialiste, entendu comme une étape supérieure de la civilisation. Le capitalisme est désormais un système obsolète, dont la poursuite du déploiement ne produit plus que de la barbarie ; et il n'y a plus d'autre capitalisme possible.

L'issue de ce conflit de civilisation est incertain, comme toujours. Ou bien les gauches radicales parviendront, par l'audace et l'intelligence de leurs initiatives, à arracher des avancées révolutionnaires, ou bien la contre-révolution l'emportera. Il n'y a pas de compromis «durable» entre ces deux réponses. En ce sens, les stratégies des gauches non radicales ne sont, en somme, que des non-stratégies –c'est-à-dire des ajustements au jour le jour aux vicissitudes d'un système dont les actionnaires entendent *«tout changer afin que rien ne change»* ❖

أمین، سمیر

